

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D' INFORMATION /Dimanche 09 Novembre 2025//N° 1200// PRIX 20DA

Paris et Washington exhortent leurs ressortissants à quitter le pays

La revue El-Djeich met en garde contre des « plans malveillants » visant l'Algérie

P-02



Le Mali plongé dans le chaos

La situation au Mali atteint un point critique. Entre pénurie de carburant, paralysie économique et avancée des groupes armés, le pays s'enfonce dans le chaos. Après Washington, Paris appelle à son tour ses ressortissants à quitter « immédiatement » le territoire, signe d'une crise sécuritaire hors de contrôle.

p- 03

Malaise social et réponse sécuritaire

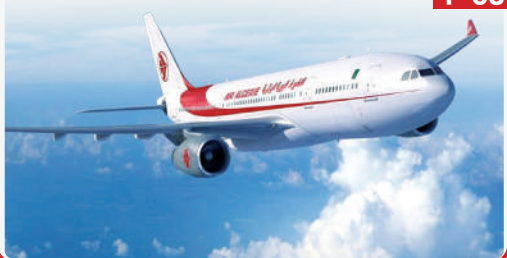
Au Maroc, la « Génération Z » face à la machine répressive

P-04

Une cérémonie attendue à l'aéroport d'Alger

Air Algérie accueille son premier Airbus nouvelle génération

P-05



La proposition sahraouie y est qualifiée de contribution constructive

Brahim Ghali reçoit une lettre de Guterres

P-04

Quelques jours après l'adoption de la résolution 2797, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a adressé une lettre à Brahim Ghali, saluant la « proposition élargie » du Front Polisario comme une « contribution constructive » au processus politique.



FSR et or soudanais

Comment les Émirats alimentent la guerre au Darfour

Les Forces de soutien rapide (FSR), dirigées par le général Mohammed Hamdan Daglo, dit « Hemetti », ont commis des tueries de masse après la chute d'El-Fasher le 26 octobre 2025. Le bilan humain est estimé à plusieurs milliers de victimes civiles.



■ Par Karima Baba Aissa

L'ONU s'est réunie en urgence le 30 octobre, exprimant sa « profonde inquiétude » face à « l'escalade » de la violence et à des « informations crédibles d'exécutions de masse ». L'Union européenne a dénoncé la « brutalité » des FSR et promis de recourir à « tous [ses] outils diplomatiques, y compris les mesures restrictives ». Mais, dans les déclarations officielles, les Émirats arabes unis (qui soutiennent directement ces milices) restent invisibles. Pendant des années, Abou Dhabi a bénéficié d'un silence médiatique soigneusement entretenu. Jusqu'à mi-2024, les grands médias occidentaux évitaient de pointer les responsabilités des Émirats dans une guerre civile qui ravage le Soudan depuis avril 2023. Les FSR ont prospéré grâce à un soutien financier opaque, transmis par des circuits régionaux informels. En juin 2024, « The Guardian » révélait que « les Émirats arabes unis ont fourni des

armes aux FSR via un réseau logistique complexe impliquant la Libye et le Tchad ». Quelques semaines plus tard, Middle East Eye documentait l'exportation massive de l'or soudanais pillé vers Dubaï, l'un des plus grands centres mondiaux de ce commerce. « Dubaï a offert aux FSR les moyens de convertir cet or en liquidités », précisait le média. L'or est désormais un levier stratégique pour les Émirats. Selon Swissaid, relayé par l'AFP, ils ont importé 29 tonnes d'or soudanais en 2024 contre 17 tonnes en 2023, en pleine guerre. Eurasia Review souligne que « ces flux massifs confirment le rôle central des EAU comme destination de l'or de contrebande » et financent directement les milices de Hemetti. L'or extrait dans le Darfour et le Kordofan est transporté à Dubaï, raffiné, puis injecté dans le système bancaire international, offrant aux FSR un accès immédiat à des fonds pour acquérir armes, munitions et logistique. Cette exploitation des ressources soudanaises permet également

aux Émirats de renforcer leur influence régionale et leur position de hub mondial du commerce de l'or. Selon Middle East Eye, le commerce illégal de l'or contribue non seulement à financer la guerre, mais offre à Abou Dhabi un contrôle indirect sur des flux stratégiques essentiels. La pression internationale s'est intensifiée après le dépôt, en octobre 2024, par Khartoum d'une plainte devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour « complicité de génocide » au Darfour. « L'Express » titrait : « Soudan : les Émirats dans le viseur de la justice internationale ». France 24 évoquait « un soutien militaire opaque mais déterminant des Émirats aux FSR, en violation des embargos internationaux », tandis que Sky News rapportait « de nombreux vols militaires en provenance des Émirats dans le Sud-Darfour », citant un officier du renseignement soudanais : « Les EAU sont le principal soutien étranger des FSR ». « Le Monde » dénonce une « indifférence coupable des pays occidentaux », et Kholood Khair, analyste soudanaise, résume : « Les pays occidentaux multiplient les condamnations mais ne font rien ». Ce silence officiel contraste avec l'accumulation de preuves. Ni Washington, ni Londres, ni Paris n'ont évoqué les Émirats dans leurs déclarations sur le conflit. Ce mutisme s'explique par des liens stratégiques et économiques profonds. Allié clé dans la lutte antiterroriste, acheteur majeur d'armement et investisseur influent dans les économies occidentales, Abou Dhabi conserve une immunité de facto. Amnesty International souligne que le Royaume-Uni a autorisé des ventes d'équipements militaires aux Émirats en pleine guerre, malgré le risque de détournement vers les FSR. Face à cette « inertie » étatique, la société civile se mobilise. Sur les réseaux sociaux, des campagnes comme #BoycottUAE ou #BoycottDubai se multiplient. Human Rights Watch et Amnesty International réclament des « sanctions ciblées » contre les responsables émiratis, dénonçant la complicité passive des gouvernements occidentaux. Aujourd'hui, Abou Dhabi continue de profiter de son statut d'allié stratégique. Mais plus les médias documentent les faits et plus la pression citoyenne s'organise, plus le silence des États devient difficile à justifier, à la fois moralement et politiquement. Le rôle des Émirats dans les massacres du Darfour n'est plus une hypothèse. Il est documenté et avéré, et l'inaction des puissances occidentales pourrait rester dans l'histoire comme une complicité silencieuse.

K.B.A.

Modernisation du parc de transport Le compte à rebours est lancé

■ Par Kader M.

les pouvoirs publics semblent bien décidés pour le renouvellement du parc national de transport collectif, et mettre fin ainsi à l'activité des tacots (anciens bus) circulant sur les routes avec tout l'impact et les risques sur la vie des voyageurs. Ainsi, quatre mois après la tragédie de la chute d'un bus dans Oued El Harrach, causant la mort de 18 personnes, et qui a fait couler beaucoup d'encre, le gouvernement vient de dévoiler son plan de renouvellement du parc national de transport collectif. Il s'agit en effet de 10 000 bus qui seront financés dès le mois de Janvier 2026, dans le cadre d'un dispositif mobilisant la NESDA et les banques publiques. Lequel dispositif a fait l'objet de détails par le ministre de l'Intérieur et des Transports, Said Sayoud, dans sa réponse à une pétition adressée au Premier ministre par les députés de la wilaya d'Alger. Ainsi, l'opération consiste, conformément aux directives du président de la République, à retirer carrément

de la circulation les véhicules dépassant les trente années d'existence. De ce fait, l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), financera l'opération en accordant des crédits aux jeunes opérateurs du secteur. Ainsi, une période de six mois a été accordée aux deux ministères concernés, en l'occurrence les Transports et l'Industrie, afin de procéder à la finalisation des mécanismes opérationnels. Du coup, la livraison des premiers bus « Trissam » est attendue en janvier 2026. Elle sera suivie par d'autres tranches en février et mars. Ainsi, le renouvellement progressif du parc, dont la vétusté criante compromet depuis longtemps la qualité et la sécurité du service, est lancé. Le ministère compte d'ailleurs mobiliser en dehors de la NESDA les banques publiques à des fins d'élargissement de l'accès aux crédits dans le cadre de ce dispositif. Ce dernier, faut-il le rappeler, s'inscrivant dans le cadre du décret présidentiel 03-300 de 2003, relatif au soutien à l'emploi des jeunes, cible d'une manière prioritaire les transporteurs privés,

urbains et interurbains dont la flotte arrive en fin de vie. L'opération cible un double objectif, en l'occurrence la modernisation du réseau de transport et la stimulation de l'entrepreneuriat chez les jeunes opérateurs. Elle dépendra néanmoins de la manière d'appréciation des banques quant aux capacités de remboursement des candidats, activant dans un secteur encore largement dominé par l'informel et à la rentabilité souvent fragile. La sécurité, la régularité et l'hygiène seront les nouvelles exigences de la révision du cahier des charges du transport de voyageurs, rigoureusement préparé par les autorités en parallèle. De ce fait, des commissions locales mixtes regroupant les représentants de plusieurs ministères et les forces de l'ordre assureront les contrôles techniques. Enfin il importe de rappeler que pas moins de 398 centres agréés dispensent déjà la formation obligatoire des conducteurs. La surveillance des centres de contrôle technique automobile fera ainsi l'objet de renforcement, suite aux nombreux signalements de dysfonctionnements.

K.M.

La revue « El-Djeich » met en garde contre des « plans malveillants » visant l'Algérie

La revue « El Djeich », dans son numéro de novembre publié hier, a salué la récente campagne de reboisement qui a permis de planter plus d'un million d'arbres en une seule journée à travers tout le territoire national. Dans son éditorial, elle a estimé que les Algériens « ont démontré, par leur mobilisation massive et leur forte participation à cette grande campagne de reboisement qui a eu lieu le 25 octobre dernier sur l'ensemble du territoire, leur attachement aux valeurs d'unité, de cohésion, d'harmonie et de solidarité ». Selon la même source, cet événement constitue « un message fort adressé au monde entier : nous formons un seul corps et un seul cœur, et c'est notre unité qui nous renforce et fortifie nos bras pour construire une Algérie nouvelle, victorieuse, forte, prospère et sûre ». L'éditorial a également évoqué la situation « régionale et internationale caractérisée par des tensions et des rivalités », ajoutant que « des complots, tant dissimulés que déclarés, ainsi que des plans malveillants, sont ourdis contre notre pays et cherchent à menacer la sécurité, la stabilité et la sérénité de notre peuple ». L'éditorialiste a affirmé que l'Algérie « restera debout, forte et sûre tant qu'il y aura des patriotes fidèles, notamment les fils et filles de l'Armée nationale populaire, stationnés aux frontières du pays et sur l'ensemble de son territoire, accomplissant leurs missions avec excellence et poursuivant avec confiance et détermination le développement des capacités de nos forces armées, soutenues par leur enracinement populaire authentique ». L'éditorial a également rappelé la célébration de la glorieuse Révolution de libération, commémorée le 1er novembre, soulignant que le peuple algérien « a écrit les chapitres d'une épopée éternelle à l'encre d'or, gravés à jamais dans l'histoire humaine comme l'une des plus grandes révolutions de libération au monde, dont l'écho retentit sur tous les continents ». La publication a insisté sur le fait que les Algériens ont défié « l'arrogance et la brutalité d'un colonisateur cruel, qui a tenté par tous les moyens de maintenir le peuple algérien sous le joug de l'humiliation, de l'esclavage et de la tyrannie, infligeant les pires formes de torture, de répression et de massacres, des crimes qui ne tombent pas dans l'oubli et que le temps ne peut effacer ». L'éditorial souligne que cette occasion, chère à tous, constitue un moment propice pour se remémorer les valeurs et principes de nos glorieux ancêtres, leurs grandes qualités, ainsi que la fierté que nous tirons de leurs accomplissements. Et d'ajouter : « Nous sommes également appelés à préserver leur héritage et à poursuivre leur voie, pleinement conscients qu'ils n'ont atteint leurs objectifs qu'en consolidant leur unité, leur cohésion et leur solidarité, autour d'un seul objectif, celui du recouvrement de la souveraineté nationale ». La revue « El Djeich » souligne par ailleurs le lien unique entre le peuple et son armée, fondé sur l'unité, la fraternité et l'abnégation, qui permet au pays de relever tous les défis et de se protéger contre toute menace. L'éditorial rappelle que la souveraineté nationale a été acquise au prix de sacrifices immenses, depuis la lutte contre le colonialisme jusqu'à la lutte contre le terrorisme, soulignant le rôle des Chouhada et des forces armées dans la préservation de la stabilité et de la sécurité du pays. L'Algérie demeure forte et fière grâce à ses patriotes et aux membres de l'ANP, déployés sur tout le territoire et le long des frontières, poursuivant le développement des capacités militaires et la défense de l'héritage des martyrs.

R.N.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger
Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : **agence.regie@anep.com.dz**
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

Paris et Washington exhortent leurs ressortissants à quitter le pays

Le Mali plongé dans le chaos

La situation au Mali atteint un point critique. Entre pénurie de carburant, paralysie économique et avancée des groupes armés, le pays s'enfonce dans le chaos. Après Washington, Paris appelle à son tour ses ressortissants à quitter « immédiatement » le territoire, signe d'une crise sécuritaire hors de contrôle.



■ Par Kader M.

Désormais la situation au Mali est intenable, au vu du chaos régnant depuis quelque temps dans le pays, exacerbée par la pénurie du carburant, étouffant ainsi la circulation et l'économie du pays. Cet état de fait n'a pas laissé indifférentes les chancelleries occidentales, à commencer par celle de la première puissance mondiale, les Etats-Unis d'Amérique qui ont appelé leurs ressortissants à quitter le pays. Après cela, les autorités de l'Hexagone n'ont pas tardé, vendredi 7 novembre 2025, à recommander à leurs ressortissants présents au Mali de « quitter le pays immédiatement dès que possible ». Cet appel direct et inhabituel du quai d'Orsay à ses ressortissants en dit long sur le climat imprévisible et dangereux régnant sur le terrain, d'autant plus que des zones entières sont passées sous le contrôle des groupes armés, et qu'une

pénurie d'essence paralyse la circulation routière et l'économie. Alors que les vols commerciaux demeurent la seule option viable pour quitter le territoire, les déplacements terrestres demeurent fortement déconseillés. Ainsi, à Bamako, la capitale, les files de véhicules s'allongent de plus en plus depuis plusieurs jours devant les stations-service, et des régions demeurent carrément coupées du reste du pays. Alors que la présence française est considérablement réduite au Mali, depuis le retrait des troupes en 2022, le contexte actuel régnant dans le pays a contraint les autorités françaises à lancer l'appel. Car la base diplomatique et économique française s'est complètement rétrécie, d'où la recommandation de départ. Pour rappel, l'ambassade des Etats-Unis à Bamako avait appelé au début de la semaine ses ressortissants à quitter immédiatement le Mali, suite à la détérioration rapide de la sécurité et le blocage d'axes routiers par des groupes affiliés à Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI), évoqués par la chancellerie. De ce fait, l'autorisation de départ a été accordée

au personnel diplomatique non essentiel. L'ambassade a tenu à préciser qu'elle ne pouvait plus garantir l'assistance consulaire en dehors de la capitale, qui demeure aussi sous tension. Après ces deux alertes successives, une question se pose d'elle-même : qu'en est-il de l'efficacité de la stratégie sécuritaire menée par le régime d'Assimi Goïta ? Car, depuis la rupture avec les partenaires occidentaux, le Mali s'appuie sur des instructeurs militaires russes. Cependant cette réorientation n'a pas endigué l'expansion des groupes armés dans le centre et le nord du pays. Enfin, ce sont les populations locales qui subissent les conséquences d'un effondrement économique et humanitaire, aggravé par une crise énergétique touchant désormais la capitale Bamako. Cela étant, Paris et Washington tirent les mêmes conclusions : le Mali, considéré il y a quelques années comme un pivot stratégique et essentiel du Sahel, est devenu un territoire où leur présence n'est plus de mise.

K.M.

La capitale en état d'alerte

Des groupes armés aux portes de Bamako

La crise sans précédent au Mali semble atteindre son paroxysme après que des groupes armés ont pris le contrôle de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en carburant dans la capitale, paralysant ainsi le régime militaire d'Assimi Goïta et le faisant vaciller. Le monde suit de près l'évolution des événements à Bamako, assiégée par des groupes armés qui ont interrompu l'approvisionnement en carburant en attaquant et en saisissant plusieurs camions-citernes. Cette situation comporte de graves implications politiques, sécuritaires et stratégiques au niveau régional, suscitant des questions sur les objectifs de cette avancée des groupes armés vers la capitale et les conséquences possibles en cas d'affrontement. D'un point de vue régional, Bakari Samby, de l'Institut de Tombouctou pour les études basé à Dakar, estime que l'État malien « ne contrôle plus rien » sur son territoire

et que ses forces sont « concentrées autour de Bamako pour sécuriser le régime ». Selon l'analyse reprise le magazine « Jeune Afrique », le soutien populaire s'érode face à l'incapacité du gouvernement militaire à garantir la sécurité. Une des options pour la transition serait de « négocier avec la direction du groupe armé ». Les tensions entre l'Algérie et le Mali ont entraîné une forte détérioration des relations bilatérales, provoquant une hausse spectaculaire des prix du carburant et des produits alimentaires de première nécessité dans le nord du Mali, où certaines denrées sont devenues rares. Pour sa part, le chef de l'autorité militaire malienne, Assimi Goïta, s'est exprimé pour la première fois sur la crise aiguë du carburant, appelant la population à rationner sa consommation face aux attaques répétées ciblant les camions d'approvisionnement. Lors de l'inauguration d'une mine de lithium, il a insisté sur le fait que les solutions ne

dépendent pas uniquement du gouvernement, mais doivent commencer au sein des foyers, rappelant que « nous traversons une période difficile qui nécessite de limiter les déplacements non essentiels ». En octobre dernier, les ministères maliens de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur avaient suspendu toutes les classes en raison de graves perturbations dans l'approvisionnement en carburant. Face à cette situation, le ministre français des Affaires étrangères a, vendredi, alerté sur la dégradation sécuritaire critique au Mali, appelant ses ressortissants à quitter immédiatement le pays et à éviter tout déplacement. Les routes nationales sont désormais la cible d'attaques des groupes terroristes. De son côté, l'ambassade américaine a également demandé à ses citoyens de quitter le Mali et a évacué son personnel diplomatique non essentiel.

Y.B.

ÉDITORIAL l'EXPRESS

L'instabilité au Mali, source d'inquiétude régionale

■ Par Merouane Korso

La situation politique et sécuritaire au Mali inquiète. Le régime des putschistes maliens est aux abois, acculé par les groupes terroristes du Jnim, qui ont imposé depuis le mois de septembre un blocus sur les carburants, paralysant l'activité économique et sociale dans le pays sahélien. Les choses se sont nettement détériorées au cours de ces derniers jours, au point que plusieurs pays, dont les Etats-Unis et la France, ont appelé leurs ressortissants à quitter le pays au plus vite. La hantise de plusieurs capitales occidentales est que le groupe du Jnim, affilié à Al Qaida et allié de la rébellion touarègue, dont le groupe d'Iyad Ag Ghali, prenne par les armes Bamako et ne fasse tomber le régime militaire actuel qui gère d'une main de fer le pays. Il y a moins d'une semaine, la rareté du carburant a poussé les militaires à fermer les écoles, alors que l'activité économique a été ralentie à la suite des coupures de courant récurrentes, faute de fuel, à Bamako même, alors que dans les régions rurales, la situation frise la catastrophe. La stratégie du Jnim, qui empêche les approvisionnements du pays en carburant a donc poussé la junte à fermer les écoles, ce qui perturbe les récoltes agricoles dans plusieurs régions et complique fortement l'accès à l'électricité. Jeudi 6 novembre, la France, qui a été chassée du Mali, a annoncé suivre "avec une véritable préoccupation" la dégradation de la situation sécuritaire dans le pays. En fait, "l'État malien ne contrôle plus rien" sur son territoire et "concentre ses forces autour de Bamako pour sécuriser le régime", explique Bakary Sambe, du groupe d'études Timbuktu Institute, basé à Dakar, au Sénégal. Selon lui, l'adhésion (à la junte, NDLR) de départ de la population commence à s'éroder face à l'impossibilité du régime militaire de tenir sa promesse de sécurité". Lors d'un déplacement, lundi, à 150 kilomètres au sud de Bamako, le chef de la junte, Assimi Goïta, avait appelé les Maliens à faire des "efforts", notamment en réduisant les "déplacements inutiles", et promis de "tout faire pour acheminer le carburant". Pour les experts qui suivent de près la situation au Mali, ces déclarations de Goïta, le chef de la junte au pouvoir à Bamako, sont un aveu d'échec et que les militaires sont vraiment aux abois, dès lors qu'ils n'arrivent plus, d'une part, à sécuriser les convois de camions-citernes à partir de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, et, d'autre part, à maintenir un semblant de présence dans les régions du nord du pays, pratiquement aux mains de la rébellion touarègue et des factions terroristes affiliées au Jnim. Face à cette conjoncture inquiétante, et à la dégradation de la situation politique et sécuritaire dans le pays, la chute présumée de Bamako étant pré-occupante, plusieurs pays, dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, ont annoncé la semaine dernière le retrait de leur personnel non essentiel et demandé à leurs ressortissants de quitter le territoire. Bamako est-elle menacée ? Les hypothèses à ce stade des événements, divergent. "Je ne pense pas que le Jnim ait la capacité ou l'intention de prendre Bamako, mais la menace qu'ils font planer sur la ville est sans précédent", estime l'analyste Charlie Werb, du cabinet de conseil Aldebaran Threat Consultants (ATC). Une source diplomatique africaine à Bamako relève que les terroristes du Jnim "peuvent dans un premier temps lancer une opération de harcèlement, mais ne sont pas en mesure de prendre Bamako seuls". Or, le Jnim, selon l'ONU, est à ce jour "la menace la plus importante dans le Sahel". Le groupe terroriste, selon certaines affirmations difficilement vérifiables, a étendu son pouvoir dans de vastes régions du pays, au nord notamment, et a une certaine influence sur les populations rurales. Son financement en armes et matériels de guerre inquitte également dans la mesure où il pratique les enlèvements et les demandes de rançons. La semaine dernière, il a obtenu au moins 50 millions de dollars pour la libération de deux otages émiratis et de leur employé iranien, selon l'AFP. Pour l'expert Bakary Sambe, le Jnim, en menant le blocus sur les carburants, "l'objectif stratégique est de faire tomber le régime". Le groupe terroriste "voudra faire tomber la junte et installer aux manettes un gouvernement avec lequel il pourrait négocier, qu'il pourrait contraindre à appliquer son agenda", précise une source sécuritaire européenne. Bref, la situation au Mali est telle qu'elle suscite les pires inquiétudes, d'abord pour le peuple malien lui-même, ensuite pour les pays voisins, avec cette menace que si Bamako tombe, sa chute va avoir des répercussions politiques directes et préoccupantes sur les pays riverains. Avec cette terrifiante alternative qu'un régime affilié à Al Qaida s'installe à Bamako.

M.K.

La proposition sahraouie y est qualifiée de contribution constructive

Brahim Ghali reçoit une lettre de Guterres

Quelques jours après l'adoption de la résolution 2797 du Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a adressé une lettre à Brahim Ghali, saluant la « proposition élargie » du Front Polisario comme une « contribution constructive » au processus politique.



■ Par Hakim H.

Le 6 novembre dernier, Brahim Ghali, président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), a reçu une correspondance émanant du secrétaire général des Nations Unies, António Guterres. Ce courrier fait suite à la « proposition élargie du Front POLISARIO en faveur d'une solution politique mutuellement acceptable garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et rétablissant la paix ainsi que la stabilité régionales ». Cet échange inaugure ainsi un nouveau chapitre dans l'un des conflits les plus anciens de l'Afrique postcoloniale. Soumise le 21 octobre dernier, cette proposition constitue un geste de bonne volonté du Front POLISARIO, visant à relancer les négociations sous l'égide des Nations Unies. Dans un contexte marqué par l'adoption récente de la résolution 2797 du Conseil de sécurité des Nations Unies en date du 31 octobre dernier, favorable au plan d'autonomie marocain, cette lettre de Guterres suscite autant d'espoirs que d'interrogations.

Elle intervient alors que les tensions entre le Maroc, qui exerce de facto le contrôle sur environ 80 % du territoire, et le Front POLISARIO, maître des zones orientales, perdurent depuis près d'un demi-siècle. Cet échange épistolaire, faut-il le souligner, ne saurait être considéré comme isolé. Il fait partie d'une série de développements diplomatiques qui ont marqué l'année 2025 qui ont fait de la question sahraouie l'un des enjeux géopolitiques majeurs en Afrique du Nord. C'est dans ce contexte délicat que la lettre adressée par Guterres à Ghali, datée du 5 novembre dernier et reçue le lendemain, apporte un éclairage nuancé. Il est vrai que le contenu intégral de ce courrier n'a pas été rendu public, mais les déclarations officielles du côté sahraoui laissent comprendre que le Secrétaire général exprime sa gratitude envers le POLISARIO pour son « geste de bonne volonté » et réaffirme l'engagement de l'ONU en faveur d'une solution « juste, durable et mutuellement acceptable ». Guterres qualifie explicitement la proposition élargie de « contribution constructive » aux efforts menés par de Mistura, tout en appelant à une reprise des négociations « sans conditions préalables ». Le ton

mesuré employé dans ce courrier contraste avec la résolution 2797 adoptée seulement cinq jours auparavant, suggérant ainsi que Guterres entend préserver un rôle médiateur pour l'ONU, évitant de se positionner pleinement en faveur du plan marocain. Dans sa réaction à chaud, Ghali a qualifié cette lettre de « validation » du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, tout en exprimant des critiques à l'égard de l'orientation pro-marocaine adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies. Selon certains observateurs, cette correspondance pourrait favoriser l'organisation d'une cinquième série de pourparlers informels, similaires à ceux conduits par de Mistura en 2024. Il convient de souligner que le Polisario a auparavant précisé qu'en présentant sa proposition élargie, il ne fait qu'exprimer sa disponibilité à engager des négociations directes avec l'autre partie, sous réserve d'une véritable volonté politique de s'investir dans cet esprit et de s'écarter des approches unilatérales fondées sur le statu quo, afin d'éviter toute nouvelle tension susceptible de menacer la paix, la sécurité et la stabilité dans l'ensemble de la région.

H.H.

Malaise social et réponse sécuritaire

Au Maroc, la « Génération Z » face à la machine répressive

■ Par Younes B.

Un nouveau rapport de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) met en lumière de graves dérives dans la gestion judiciaire des protestations menées ces derniers mois par le mouvement dit « Génération Z », une contestation sociale née dans plusieurs villes du royaume. L'organisation dénonce des procès expéditifs, des condamnations disproportionnées et une répression systématique de la jeunesse marocaine, accusée d'avoir exprimé un malaise devenu national. Selon le rapport, plus de 2 000 jeunes ont été interpellés à la suite des rassemblements, souvent de manière massive et arbitraire. Environ 1 000 d'entre eux demeurent en détention, tandis que 330 mineurs font l'objet de poursuites judiciaires. Les audiences, ajoute l'AMDH, se sont tenues dans un climat tendu, où les droits de la défense et les garanties d'un procès équitable ont été largement bafoués. Certains prévenus ont été condamnés pour des faits mineurs ou symboliques. Deux jeunes ont ainsi écopé de peines de prison pour avoir porté des t-shirts à slogans réclamant une amélioration des services publics, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation. D'autres ont été jugés pour avoir manifesté leur solidarité avec le peuple palestinien, un geste que les autorités ont assimilé à un acte de provocation politique. Le rapport cite également le cas d'un ouvrier d'imprimerie condamné à une peine de prison ferme pour « incitation à commettre des délits et des crimes à travers des affiches », ainsi que pour « outrage à une institution légalement constituée ». Des chefs d'accusation jugés flous, qui témoignent, selon les défenseurs des droits humains, d'une criminalisation croissante de la parole publique. Les peines prononcées par le tribunal de première instance vont de plusieurs mois à une année de prison ferme. Pendant ce temps, les tribunaux de Rabat se préparent à rouvrir, dans les prochains jours, les dossiers d'une trentaine de jeunes hommes et femmes poursuivis en liberté provisoire. Pour l'AMDH, ces poursuites s'inscrivent dans une logique bien connue du régime marocain, celle de la dissuasion politique. Derrière le discours officiel vantant la « stabilité et la modernisation » du pays, la répression judiciaire contre les « voix critiques et la jeunesse contestataire » rappelle les méthodes autoritaires du Makhzen, où la justice reste un instrument au service du pouvoir exécutif. La vague de contestations « Génération Z », née d'un profond « désarroi » social et économique, a révélé la fracture entre un régime verrouillé et une jeunesse désabusée, connectée au monde, mais sans perspectives. Dans ce contexte, la « multiplication des procès et des condamnations » illustre moins la force d'un État que sa peur d'une génération qui refuse le silence.

Y.B.

Relations algéro-françaises

Rahabi : « Si Paris n'abroge pas l'accord de 1968, Alger le fera »

■ Par Aïda Mouni

La pression politique autour de l'accord franco-algérien de 1968 sur la circulation, l'emploi et le séjour des ressortissants algériens ne faiblit pas en France. Sous l'impulsion du Rassemblement national et d'une partie de la droite, le texte, régulièrement instrumentalisé à chaque échéance électorale, est redevenu un terrain de confrontation politique. Moins d'une semaine après l'adoption par l'Assemblée nationale, le 30 octobre, d'une résolution non contraignante portée par le RN visant à dénoncer cet accord, le Premier ministre français, Sébastien Lecornu, a exprimé le souhait de « renégocier rapidement » le cadre juridique existant avec Alger. Le chef du gouvernement français, tout en écartant pour l'heure l'hypothèse d'une abrogation, a estimé que le texte était « caduc à bien des égards », relançant ainsi le débat

sur un dispositif qui régit depuis plus d'un demi-siècle le statut des Algériens en France. Cette position a aussitôt suscité la réaction du diplomate et ancien ministre algérien Abdelaziz Rahabi, qui n'exclut pas que l'Algérie prenne l'initiative de mettre un terme à l'accord si Paris venait à prolonger ce qu'il considère comme une remise en cause implicite de ses engagements. « Selon les usages et les conventions entre États, cette déclaration constitue une abrogation unilatérale de l'accord par la France », estime-t-il. Et de préciser que, même si Alger « n'a pas encore reçu de demande officielle », elle est « préparée à cette éventualité ». De son côté, le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a confirmé dimanche que l'Algérie n'a reçu « aucune notification officielle » de la part de Paris concernant une éventuelle renégociation. Il a jugé que la résolution du Parlement français relevait d'une « affaire franco-française », dénonçant une « course à l'échafaud » entre les partis à l'approche de la présidentielle de 2027. Abdelaziz Rahabi a

replacé le débat dans une perspective historique, rappelant un précédent épisode tendu des relations bilatérales. En décembre 1979, le président Valéry Giscard d'Estaing avait décidé d'expulser 35 000 travailleurs algériens par an, une mesure que le gouvernement algérien de l'époque avait accueillie sans protestation diplomatique, mais en exigeant le respect de la dignité des personnes concernées. Ces expulsions furent finalement suspendues après la défaite de Giscard d'Estaing face à François Mitterrand en 1981. Pour Rahabi, si la demande française s'inscrivait aujourd'hui « dans le cadre conventionnel », Alger y répondrait « sans doute favorablement », car l'accord de 1968 « n'accorde que des avantages minimes » aux ressortissants algériens. Dans plusieurs domaines, le droit national français est désormais « plus favorable » que les dispositions prévues par le texte initial, notamment en matière de séjour, de travail et de regroupement familial. Mais l'ancien ministre met surtout en garde contre l'exploitation politique d'un

sujet devenu hautement symbolique. À ses yeux, l'instrumentalisation de l'accord par les droites françaises a transformé la communauté algérienne en un bouc émissaire commode, accusé d'être responsable des tensions migratoires, de l'insécurité et du chômage. « Si la France n'abroge pas l'accord de 1968, l'Algérie le fera », avertit-il, estimant que ceux qui ont fait de l'Algérie un « ennemi utile » devront bientôt trouver « une autre rente mémorielle avant l'échéance de 2027 ». Derrière ce bras de fer diplomatique, se dessine une constante, l'accord de 1968, négocié à un moment où les liens entre les deux pays restaient encore marqués par l'héritage colonial, et qui continue de cristalliser les tensions d'une relation toujours traversée par la mémoire et par les calculs politiques. Pour Alger, la remise en cause de ce texte ne serait plus perçue comme une menace, mais comme une occasion de réaffirmer sa souveraineté et d'acter la fin d'un cadre hérité d'une époque révolue.

A.M.

Face à la montée de la consommation en milieu scolaire

Les activités parascolaires, un rempart contre la drogue à l'école

Les activités parascolaires constituent une échappatoire salubre. Elles jouent un rôle clé dans le détournement de l'attention des élèves des fléaux sociaux dont la consommation de drogue. Les parents et la communauté éducative ayant un contact direct avec les écoliers doivent être sensibilisés sur ce phénomène pour prévenir et accompagner ceux qui consomment les substances psychotropes », estime l'Union nationale des parents d'élèves (UNPA).



■ Par Merim Ka

L'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT) a lancé dimanche dernier une caravane nationale de sensibilisation aux dangers de la drogue et des substances psychotropes en milieu scolaire. Une initiative qui s'inscrit dans le cadre « des efforts nationaux consentis pour prévenir le fléau de la drogue, protéger les jeunes contre ses dangers, et renforcer la collaboration entre les secteurs concernés ». Une campagne à laquelle adhère complètement l'UNPA. Selon son président Hamid Saadi, « la mobilisation de tous, parents et communauté éducative, est déterminante pour protéger nos enfants et œuvrer pour un avenir sans drogue ». afin de mieux agir, aider et accompagner les jeunes en difficulté ». Dans ce sens, il indique que l'association dont il est président, s'engage « à sensibiliser tout au long

de l'année pour protéger nos enfants et, par extension, notre pays » Outre la sensibilisation, notre interlocuteur estime que les activités parascolaires constituent une échappatoire salubre aux écoliers. « En effet, les élèves se trouvent souvent sous pression à cause des cours particuliers et des révisions à la maison. Les activités parascolaires jouent un rôle clé dans la détournement de l'attention des élèves des fléaux sociaux, y compris la consommation de drogues ». Pour lui, les activités sportives et culturelles permettent de s'assurer que les jeunes soient engagés et occupés de manière constructive ». Le président de l'UNPA estime qu'il est primordial de « créer des clubs sportifs et culturels, raviver la culture du théâtre et du dessin. Des activités qui sont, à ses yeux, en mesure d'offrir une « échappatoire salubre aux écoliers contre un fléau dont les conséquences sont néfastes pour la vie des familles ainsi que pour la société en général. », dit M. Saadi. Malheureusement, les jeunes, souvent

des écoliers et des étudiants, sont devenus la « population cible » des vendeurs de drogue. Ces substances psychotropes sont aux abords des écoles, ce qui rend l'accès aux drogues facile. « La facilité d'accès à ces substances impose une réponse collective de tous, les autorités compétentes, les parents et la communauté éducative ». Les parents et la communauté éducative, insiste M. Saadi, doivent être « formés et informés » car, de nos jours, « les drogues prennent de nouvelles formes, souvent « indétectables », met en garde M. Saadi. Les parents, à ses yeux, doivent être vigilants et surveiller leurs enfants dont le comportement peut changer en fonction de leurs fréquentations. « Les parents doivent être particulièrement vigilants. Cela inclut la vérification des cartables et des vêtements, en raison des nouvelles formes que prennent les drogues », dit le président de l'UNPA. Notre interlocuteur se dit par ailleurs « optimiste » quant aux résultats de la caravane de sensibilisation bien qu'elle n'en soit qu'à sa première semaine. « Les campagnes de sensibilisation ont un impact positif. Elles contribuent à la diffusion de la culture de la conscientisation sanitaire et de la sensibilisation aux comportements à risque et à inculquer les valeurs de prévention et de responsabilité individuelle et collective. Ce dernier a rappelé que durant la semaine de la santé scolaire, des élèves se sont rapprochés des unités de dépistage de la santé scolaire et ont confié être consommateurs ou en possession de substances psychotropes et s'étaient même soumis à des examens médicaux. « Parvenir à sauver une seule personne de l'addiction est déjà un acquis. À force de sensibilisation, les jeunes concernés se confient et livrent des informations cruciales sur leur consommation ainsi que sur leurs fournisseurs ». Pour rappel, la caravane nationale de sensibilisation aux dangers de la drogue et des substances psychotropes en milieu scolaire a été placée sous le slogan « Novembre, une nouvelle ère. Une jeunesse consciente et saine ». La caravane, constituée de 37 bus, parcourra dans un premier temps 17 wilayas, et touchera plus de 390 établissements scolaires et 260 000 élèves », a précisé le directeur de l'ONLDT, Tarek Kour. Le programme de cette campagne comprend « différentes activités de sensibilisation, notamment des conférences, des ateliers interactifs et des séances pédagogiques au sein des établissements scolaires, ainsi que des démonstrations sur le terrain et des colloques régionaux, avec la participation d'acteurs de la société civile et d'experts en matière de prévention et de traitement ».

M. Ka

Trafic de drogue
176 000
comprimés
saisis, un
réseau tombe

Le Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants (SCLTIS) a démantelé, la semaine dernière, un réseau criminel organisé, et procédé à la saisie de 176 000 comprimés psychotropes de type « Prégabaline », a indiqué hier un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). « Dans le cadre des efforts des services opérationnels de la Sûreté nationale dans la lutte contre le crime organisé lié au trafic de drogue, le Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants a procédé, au cours de la semaine écoulée, au démantèlement de la structure criminelle d'un réseau organisé, à la saisie de 176 000 comprimés psychotropes de type Prégabaline, de fabrication étrangère, et à l'arrestation de six (6) individus, dont une femme, activant au sein de ce réseau », précise la même source. L'opération a été menée à la suite d'investigations intensives « ayant permis aux enquêteurs du SCLTIS d'identifier et d'arrêter, dans un premier temps, quatre (4) individus membres de ce réseau criminel organisé, dans des quartiers de la capitale, avant de procéder à l'arrestation du principal suspect en compagnie d'une femme », selon le communiqué. Cette opération s'est soldée par « la saisie de la quantité de psychotropes mentionnée et la récupération du camion utilisé dans son transport, de (3) véhicules et de deux (2) motocycles », ajoute la même source, précisant que « les mis en cause ont été déferés devant le procureur de la République près le tribunal de Koléa ».

Une cérémonie attendue
à l'aéroport d'Alger
Air Algérie accueille
son premier Airbus
nouvelle génération

Air Algérie devrait recevoir ce mardi son premier Airbus A330-900. C'est ce qu'a fait savoir, jeudi dernier, le ministre de l'Intérieur et des Transports, Saïd Sayoud, lors de l'installation du wali délégué de la Circonscription administrative de Ksar El-Boukhari (Médéa). L'A330-900Neo fait partie d'une commande totale de 16 nouveaux appareils que la compagnie aérienne nationale a passée auprès du constructeur aéronautique européen et de Boeing. En accord avec le ministère des Moudjahidine, ce premier avion réceptionné sera baptisé Novembre 54, en hommage à ce mois des Martyrs », a déclaré Saïd Sayoud. Le ministre a souligné l'engagement de l'État pour moderniser le transport aérien national et justifié l'urgence de renouveler la flotte aérienne nationale. « Vous savez que notre flotte est vieillissante. Il y a des avions qui ont plus de 20 ans. C'est pour cela qu'il y a quelques difficultés sur les lignes intérieures ou extérieures, » a-t-il affirmé, confirmant ainsi l'acquisition de 16 nouveaux appareils pour Air Algérie, constitués de 8 Airbus A330-900 Neo et de 8 Boeing. Pour accueillir son nouvel aéronef, le Pavillon national a prévu une cérémonie grandiose à l'aéroport d'Alger. Le ministre a rappelé, par ailleurs, l'engagement pris pour la nouvelle filiale, Domestic Airlines : « Air Algérie a acquis 16 nouveaux appareils de type ATR-72 pour sa filiale Domestic Airlines dont la livraison commencera à partir du mois de juin ».

Une jeunesse qui innove

L'université mise sur ses entrepreneurs de demain

Quelques jours après avoir annoncé la création du premier fonds d'investissement sous forme de « société holding » relevant de l'Université d'Alger 3, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS) a indiqué qu'entre le 26 octobre et le 6 novembre 2025, pas moins de 96 projets innovants d'étudiants ont été retenus pour financement à travers les différents établissements d'enseignement supérieur du pays. Dans un communiqué rendu public, le MESRS précise que ces projets couvrent des secteurs variés, notamment l'industrie, l'agriculture, les services, la santé, le bâtiment et les travaux publics, le sport, le tourisme, la pharmacie, les télécommunications et les professions libérales. Selon le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, « ces résultats reflètent la dynamique forte de l'entrepreneuriat universitaire et confirment

l'engagement des étudiants dans la création de leurs propres entreprises à travers les dispositifs de financement CSVF (Comité de sélection et d'approbation du financement des projets) et le programme de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) ». Le département de Kamel Baddari a publié une liste de projets que les comités de sélection ont sélectionnés. Il s'agit, entre autres, de cinq projets ayant été validés à l'Université Mohamed-Lamine-Debaghine - Sétif 2 (dans les domaines de la médecine, de l'industrie et de l'agriculture), quatre à l'Université Ferhat-Abbas - Sétif 1 (services et industrie), un projet à l'Université Ahmed-Zabana de Relizane (bâtiment et travaux publics) et quatre autres à l'Université de Béchar (sport et construction). Quatre projets dans les domaines de l'agriculture (1), de l'industrie (1), et de la santé (2) ont été approuvés à l'université d'Oum el Bouaghi.

L'Université Chadli Bendjedid - El Tarf s'est distinguée pour sa part par l'approbation de six projets liés à la transformation industrielle du papier (1), l'installation de réseaux électriques et téléphoniques (1), et d'autres projets variés dans les secteurs de la santé et des services (4). Il en va de même pour l'Université de M'sila avec un total de six projets en santé (1), industrie (4), agriculture (1). Idem pour les Universités Belhadj-Bouchaib - Ain Temouchent, et Mustapha-Stambouli de Mascara, dont six projets ont été approuvés pour chacun des deux établissements. Les universités d'Oum El Bouaghi, El Tarf, M'sila, Ain Temouchent, Boumerdès, Saïda, Naâma et Tlemcen, ainsi que plusieurs écoles supérieures spécialisées, à l'image de l'École nationale supérieure des travaux publics, de l'École nationale supérieure d'aménagement du littoral et de l'École nationale vétérinaire, ont été également distinguées.

Commerce intérieur

Réunion avec le Syndicat national des travailleurs

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présidé une réunion avec le Syndicat national des travailleurs du secteur du Commerce (SNTC), affilié à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), consacrée à l'examen des moyens de renforcer la coordination entre l'administration centrale et locale et les partenaires sociaux, en vue de développer et de moderniser le secteur, indique, jeudi, un communiqué du ministère.

Lors de cette réunion, tenue mercredi, en présence des cadres centraux, la ministre a souligné que le développement du secteur nécessite la synergie des efforts de tous les acteurs, tant au niveau central que local, ainsi que des partenaires sociaux, dans une phase qui exige davantage de coordination et de complémentarité pour concrétiser les objectifs fixés dans les domaines du développement, de la modernisation et de la numérisation de la gestion, et mettre à jour les outils de travail, notamment en matière de contrôle.

A cette occasion, Mme Abdellatif a rappelé que son département ministériel veille au suivi sur le terrain des préoccupations des travailleurs du secteur, à la mise en œuvre des programmes de modernisation, et à la garantie des conditions matérielles et humaines nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, afin de renforcer l'efficacité du service public du commerce, ajoute la même source.

Commerce extérieur

Renforcement de la coopération avec le Vietnam

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a reçu, jeudi à Alger, l'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam, M. Tran Quoc Khanh, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération commerciale entre les deux pays, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, les deux responsables «sont convenus de la nécessité de créer un conseil d'affaires algéro-vietnamien, qui servira de cadre opérationnel pour le renforcement des liens entre les opérateurs économiques des deux côtés et l'organisation d'expositions de leurs produits respectifs dans les deux pays, en vue de renforcer les échanges commerciaux et d'étendre les domaines du partenariat bilatéral», précise la même source.

A cette occasion, les deux parties ont souligné leur attachement à promouvoir les relations économiques bilatérales à un niveau reflétant la solidité des liens entre l'Algérie et le Vietnam.

Production industrielle hors hydrocarbures

Croissance des prix au 2eme trimestre 2025

Les prix à la production industrielle hors hydrocarbures, du secteur public national enregistrent une croissance de +0,9% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, caractérisé par une baisse de 2,1%, selon l'office national des statistiques (ONS).



La variation relevée au deuxième trimestre 2025, et par rapport à la même période de l'année précédente s'élève à +0,1%.

Les principales caractéristiques de l'évolution des prix à la production industrielle du secteur public national, au deuxième trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, se résument comme suit: Le secteur de l'Energie enregistre une baisse des prix de l'électricité de 2,8% durant ce deuxième trimestre 2025,

contre une croissance de +0,4% au trimestre précédent. Le secteur des Mines et Carrières enregistre une baisse de 3,1%, de moindre ampleur que celle relevée au cours du trimestre écoulé (-6,4%), due essentiellement à la baisse des prix de l'extraction du minerai de phosphate (-3,8%), après avoir baissé de 7,8% au premier trimestre 2025. Les prix du secteur des Industries Diverses régressent de 9,7% durant ce trimestre, après un recul de 7,3% relevé au cours du trimestre précédent. En revanche, le secteur des ISMMEE, croît positivement au second trimestre 2025, en

affichant un taux de +3,9% contre une baisse de 4,7% relevée au trimestre précédent. Cette tendance à la hausse se justifie principalement par la croissance de +12,0% des prix de la fabrication des biens intermédiaires métalliques, mécaniques et électriques, contre une baisse de 18,7% relevée au premier trimestre. Le reste des secteurs se caractérisent par des variations plus ou moins faibles, notamment les matériaux de construction (-0,1%), les industries chimiques (-0,2%) et l'industrie agro-alimentaire (+0,1%).

Inès B.

APN

Débats sur le projet de loi de finances 2026

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) entament aujourd'hui, les débats sur le projet de loi de finances 2026. Cette décision fait suite à la finalisation du calendrier des séances de débat par le Bureau de l'Assemblée nationale populaire. Le débat débutera en séance plénière, au cours de laquelle le représentant du gouvernement présentera le projet de loi. Après la présentation, la commission compétente soumettra son rapport préliminaire, suivi des interventions des

parlementaires. Les débats en séance plénière se poursuivront lundi et mardi, l'après-midi de mardi étant consacré aux interventions des chefs de groupes parlementaires et à la réponse du représentant du gouvernement. Le vote sur le projet de loi est prévu pour le mardi 18 novembre. Une séance consacrée aux questions orales se tiendra le 20 novembre. Lors de cette séance, il a été décidé de renvoyer au gouvernement les questions conformes aux exigences légales.

ATAF 2025

L'Algérie adhère au «Réseau des femmes en fiscalité»

La Direction Générale des Impôts (DGI) a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'adhésion de l'Algérie au «Réseau des femmes en fiscalité» (AWITN), relevant du Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF), et ce à l'issue de la signature d'un protocole de coopération par le directeur général des impôts, Djamel Hanniche, en marge des travaux de l'ATAF 2025 organisé en Algérie. Selon la DGI, cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'Algérie

à renforcer le rôle de la femme dans le secteur financier et fiscal et à soutenir les efforts de coopération régionale et internationale dans ce domaine. Cette adhésion constitue également une consécration des efforts nationaux visant à autonomiser la femme et à garantir sa participation active au développement de l'administration fiscale du pays. Lancé en mars 2021, l'AWITN se veut une initiative de l'ATAF visant à autonomiser les femmes travaillant dans le domaine fiscal à travers le continent, et à remédier

à leur faible représentation dans les postes de direction et dans l'élaboration des politiques. La DGI a souligné que l'adhésion de l'Algérie à cette initiative reflète son engagement à soutenir les compétences féminines nationales et à leur offrir davantage d'opportunités pour contribuer aux efforts de développement et de modernisation de l'administration fiscale, appelant à encourager les femmes œuvrant dans ce secteur à tirer parti des opportunités offertes par ce réseau régional. L'Algérie abrite, du 4 au 7

novembre courant, les réunions annuelles de l'ATAF-2025, au CIC «Abdelatif-Rahal» à Alger, sous le slogan «Adoption d'approches efficaces et ciblées pour des systèmes fiscaux équitables». Créé en novembre 2009, l'ATAF constitue un espace de dialogue et de concertation sur les moyens d'améliorer les systèmes fiscaux en Afrique. Il œuvre à renforcer l'efficacité des administrations fiscales et à soutenir la mobilisation des ressources nationales pour stimuler la croissance économique du continent.

Groupe Sidal:

Une délégation de Nordisk au site de production Constantine 1

Une délégation d'experts scientifiques danois de la société mère Novo Nordisk, spécialisés dans la production d'insulines, a effectué les 5 et 6 novembre 2025 une visite ciblée du site de production Constantine 1 du Groupe Sidal.



Au cours de cette visite, les experts ont inspecté le laboratoire ainsi que les installations destinées à accueillir le projet de production des différentes insulines en full process», indique le groupe sur sa page officielle facebook. La délégation a été accueillie par une équipe pluridisciplinaire du Groupe Sidal, composée du Directeur des opérations industrielles, de la Directrice du site de production Constantine 1, ainsi que de collaborateurs des directions du Système de Management de la Qualité, des Affaires Réglementaires, du Partenariat et des Opérations de Biotechno-

logie. Pour rappel, cette démarche s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique majeur signé le 21 octobre 2025 entre le Groupe Sidal et Novo Nordisk Algérie. Cet accord, qui constitue une étape décisive pour l'amélioration de l'accès aux soins en Algérie, porte sur la production et la distribution locales de traitements innovants, ainsi que sur le développement conjoint de la fabrication et de la distribution de molécules de pointe, notamment les insulines de dernière génération de Novo Nordisk. Les premières boîtes d'insuline injectable issues de cette collaboration seront mises à la disposition des patients

algériens dans les semaines à venir, concrétisant ainsi un engagement commun en faveur de la santé publique. Par ailleurs et selon le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, le groupe public Sidal projette de réaliser de nouvelles unités de fabrication de produits pharmaceutiques dans trois (3) wilayas du Sud, dans le cadre d'une stratégie nationale visant à renforcer l'industrie pharmaceutique. L'annonce a été faite lors d'une séance de questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Toufik Guezout, vice-président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali. M. Kouidri a précisé que le groupe Sidal projetait de créer de nouvelles unités de fabrication de produits pharmaceutiques à Ouled Djellal, Ouargla et Tamanrasset, selon l'APS. Il a ajouté que son département, en coordination avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), s'employait à encourager l'établissement de projets dans les wilayas de l'intérieur, les nouvelles wilayas et celles du Sud, où le foncier destiné à l'investissement est disponible, dans le but de créer des emplois au profit des habitants de ces régions. Cette démarche, souligne-t-il, s'inscrit dans le cadre de la stratégie du groupe visant la réalisation de certains de ses projets dans les wilayas du Sud, ainsi que dans le cadre du plan d'action du secteur de l'industrie pharmaceutique, qui repose sur le renforcement de la production des matières premières entrant dans la fabrication de médicaments, notamment ceux destinés au traitement du diabète, du cancer et des maladies cardiaques, ainsi que des antibiotiques. Plusieurs projets stratégiques en cours de réalisation devraient entrer en service d'ici fin 2026, ce qui marquera alors une «évolution qualitative» pour l'industrie pharmaceutique en Algérie, a-t-il dit. Concernant la disponibilité des produits d'anesthésie dentaire, le ministre a fait savoir qu'à partir de l'année prochaine, quatre (4) entreprises entament la production locale de ces produits.

Inès B.

Agriculture:

La coopération économique dynamisée avec le Sultanat d'Oman

Le ministre de l'Agriculture, de la Pêche et des Ressources en eau du Sultanat d'Oman, Saoud bin Hamoud Al-Habsi, a affirmé, jeudi à Oran, que la coopération économique entre son pays et l'Algérie entre dans une phase plus dynamique, axée sur des projets d'investissement concrets.

En marge de la 10^{ème} édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture «SIPA 2025», le ministre omanais a déclaré que la participation de son pays en tant qu'invité d'honneur à cette manifestation représente la continuité d'un partenariat économique croissant avec l'Algérie, lequel a pris un nouvel élan à la suite des accords bilatéraux signés en 2025.

Al-Habsi a rappelé que les accords conclus lors de la visite du Sultan Haitham ben Tariq en Algérie, en mai 2025, ont marqué «un tournant économique majeur», notamment avec la signature de deux programmes exécutifs et d'un mémorandum d'entente dans les domaines agricole et halieutique. Le ministre a souligné que le développement de projets d'investissement conjoints constitue désormais une priorité économique pour les deux pays, ajoutant que des discussions sont en cours pour la création d'une société omano-algérienne spécialisée dans la fabrication d'équipements agricoles et maritimes et le développement de projets d'aquaculture.

Il a ajouté que la coopération pourrait également s'étendre à des domaines tels que le contrôle de la qualité des produits, le développement des technologies de production et l'échange d'expertises en agriculture désertique, des projets qu'il a qualifiés de «hautement rentables», capables de générer des emplois et d'accroître les capacités productives des deux pays, tout en renforçant leur sécurité alimentaire.

Al-Habsi a également souligné que l'Algérie est un partenaire économique majeur en Afrique du Nord, précisant que le Sultanat d'Oman tient à élargir ses projets d'investissement dans les secteurs maritime et agricole avec elle. Selon lui, le salon «SIPA 2025» constitue une plateforme concrète pour établir des partenariats et identifier les opportunités de coopération entre les opérateurs économiques des deux pays.

Enfin, le ministre a rappelé que le secteur halieutique omanais est devenu une source importante de valeur ajoutée, grâce à une chaîne de production intégrée couvrant la pêche, l'aquaculture, la transformation, l'exportation et la commercialisation.

Algérie

Développement de la filière» lithium»

Une réunion de coordination conjointe a été tenue, jeudi, entre les ministères des Hydrocarbures et des Mines et celui de l'Energie et des Énergies renouvelables, consacrée au suivi de l'avancement du développement de la filière lithium en Algérie, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à valoriser les ressources nationales stratégiques et à promouvoir les industries d'avenir à forte valeur ajoutée, indique un communiqué conjoint des deux ministères. La réunion, co-présidée par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, s'est déroulée en présence de la Secrétaire d'Etat chargée des Mines, Mme Karima Bakir Tafer, ainsi que de plusieurs hauts cadres des deux départements ministériels et de leurs institutions sous tutelle. Elle a porté sur les moyens concrets de développement de la filière lithium, considérée comme un pilier majeur du processus de tran-

sition énergétique et un levier stratégique pour le renforcement de la souveraineté industrielle et technologique de l'Algérie, a précisé la même source. Lors de la réunion, M. Arkab a présenté un exposé exhaustif sur l'état d'avancement des projets d'exploration minière du lithium, notamment les études de terrain menées dans les wilayas de Tamanrasset et In Guezzam, en collaboration avec le groupe chinois Ganfeng Lithium Group, qui ont révélé des indicateurs prometteurs de la présence de cette ressource stratégique ainsi que d'autres minerais rares. Il a également abordé les étapes pratiques de la mise en œuvre du mémorandum d'entente récemment signé entre l'Office national de la recherche géologique et minière (ORGM), représentant du groupe Sonarem, et le professeur Karim Zaghib, expert international dans les technologies des batteries au lithium-fer-phosphate (LFP), visant à développer l'ensemble de la chaîne de valeur de l'industrie du lithium en Algérie. De son côté, M. Adjal a souligné l'importance de coordonner les efforts entre les différents secteurs concernés pour l'élaboration d'une feuille de route nationale intégrée comprenant les étapes de l'exploration, de l'extraction de la transformation chimique, d'industrialisation, de fabrication de batteries et de stockage d'énergie. Il a appelé, à ce titre, à impliquer les compétences nationales et les experts

algériens établis à l'étranger dans ce processus en vue de bâtir une base scientifique et industrielle solide. Les deux ministres ont fait observer que le développement de la filière lithium constituait l'un des piliers stratégiques du processus de l'Algérie nouvelle, du fait de son lien direct avec les secteurs des énergies renouvelables et du transport d'électricité, affirmant que ce projet est conforme aux objectifs de la transition énergétique nationale visant à réduire l'empreinte carbone et à diversifier les sources de revenus économiques. Au terme de la réunion, l'accent a été mis sur un ensemble de priorités pratiques, notamment l'accélération de la mise en œuvre du mémorandum d'entente avec le Pr Karim Zaghib, l'élaboration d'un programme de travail conjoint entre les deux ministères afin de développer la filière à moyen et à long termes, le renforcement de la coordination entre la recherche scientifique et l'industrie, et le lancement de projets pilotes pour la fabrication des matériaux actifs entrant dans la composition des batteries LFP. Les deux ministres ont également souligné que le développement de la filière lithium constituait un choix stratégique pour bâtir une économie nationale fondée sur la connaissance et la technologie propre, tout en contribuant à la réalisation de la souveraineté énergétique et technologique de l'Algérie.

Industrie:

hausse de la production au deuxième trimestre

La production industrielle du secteur public national a enregistré une hausse de 6,3% au deuxième trimestre 2025, de meilleure ampleur que celle enregistrée durant la même période de 2024 (3,8%), a indiqué l'Office national des statistiques (ONS), qui a relevé que près de l'ensemble des secteurs a contribué à cette tendance. Selon un communiqué de l'Office, «le secteur de l'énergie affiche une hausse de 9,2% proche de celle observée à la même période de l'année précédente (10,2%)», pré-

sant qu'après quatre trimestres marqués de stabilités et de baisses modérées, le secteur des hydrocarbures «affiche une variation positive de 1,5% au deuxième trimestre 2025. Cette amélioration résulte, principalement, de la branche de la production du pétrole brute et gaz naturel (+3,0%) et de la branche du raffinage (+6,2%)». Pour le secteur des mines et carrières, un rebond de production a été relevé durant ce deuxième trimestre de l'année en cours, atteignant un taux de 1,2% contre une baisse de 3,7% observée au trimestre

précédent, après une tendance haussière déclinant l'année 2023 et l'année 2024. Même tendance pour les matériaux de construction qui enregistrent une «hausse remarquable de 16,7%» au cours de la même période, confirmant ainsi les performances observées dès le premier trimestre 2024, indique l'ONS. Les industries chimiques, quant à elles, se sont redressées et «affichent une variation positive de 2,5% contre une baisse de 11,1% accusée au trimestre précédent, selon les données de l'Office qui précise que les secteurs des cuirs et

des bois «continuent de progresser et affichent des taux respectifs de +40,7% et de 131,6%, bien au-delà de ceux inscrits au trimestre précédent, +13,7% et +91,1%, respectivement». En revanche, il est enregistré des reculs dans le reste des secteurs de moindre ampleur que ceux accusés au trimestre précédent: Le secteur des ISMEE (industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques) affiche un taux de -1,8%, l'agro-alimentaire (-4,7%) et les textiles (-10,4%), ajoute le communiqué.

Mostaganem

7 polycliniques réhabilitées

Le secteur de la santé dans la wilaya de Mostaganem a connu, durant les années 2024 et 2025, d'importantes opérations d'aménagement et de modernisation touchant 23 structures sanitaires réparties à travers plusieurs communes, ainsi qu'un établissement hospitalier public au chef-lieu de la wilaya.



Des travaux d'aménagement et de modernisation de sept polycliniques sont actuellement en cours dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué, mercredi, un communiqué des services de la wilaya. La réhabilitation de ces structures sanitaires est inscrite dans le cadre du programme sectoriel de développement, et a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière globale estimée à 140 millions de dinars, indique-t-on de même source. L'opération concerne les polycliniques des communes de Achâacha, Sidi Ali, Benabdelmalek Ramdane, Oued El Kheir,

Sirat, Essafsaf et Aïn Tedelès, précise le communiqué. Le secteur de la santé dans la wilaya de Mostaganem a connu, durant les années 2024 et 2025, d'importantes opérations d'aménagement et de modernisation touchant 23 structures sanitaires réparties à travers plusieurs communes, ainsi qu'un établissement hospitalier public au chef-lieu de la wilaya. Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'un vaste programme visant la réhabilitation de l'ensemble des infrastructures sanitaires de proximité, dans l'objectif d'améliorer la qualité des services et de les rapprocher des citoyens, ajoute la même source. Le wali de Mostaga-

nem, Ahmed Boudouh, a récemment donné des instructions à l'effet d'accorder la priorité aux travaux de réhabilitation et de restauration des structures sanitaires, en insistant sur la nécessité d'assurer les meilleures conditions de travail pour le personnel médical et paramédical. Le même responsable a également adressé des consignes strictes aux entreprises chargées de la réalisation de ces projets, les exhortant de redoubler d'efforts pour accélérer le rythme des travaux, de respecter rigoureusement les délais contractuels et de renforcer les chantiers en moyens matériels et humains, tout en veillant à la qualité des réalisations, souligne le communiqué.

Saïda

Salon national de l'alfa et de la vannerie

Les activités du Salon national de l'alfa et de la vannerie ont été lancées, mercredi dernier, à la Chambre de l'artisanat et des métiers Chahid-Saïdi-Benyebka, avec la participation d'environ 50 artisans représentant 18 wilayas du pays. Le wali, Amoumen Marmouri, a présidé la cérémonie d'ouverture de ce salon national, organisé par la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM), en coordination avec la Direction du tourisme et de l'artisanat. A cette occasion, le wali a souligné que cette manifestation vise à encourager les artisans et à les inciter à redoubler d'efforts

dans la créativité et l'innovation dans le domaine de la fabrication de produits en alfa et en vannerie. Le Salon vise également à valoriser la qualité du produit traditionnel algérien et à le rendre plus compétitif. Cette manifestation, qui s'étalera sur cinq jours, propose une exposition variée de produits artisanaux réalisés à base d'alfa et de vannerie, notamment des objets d'art, des ustensiles domestiques, des tapis, paniers, des couscoussiers, des vases, récipients décoratifs, des éventails, ainsi que des chapeaux traditionnels et décorations artisanales. Le programme du Salon comprend également une session de formation sur le thème « Décoration et ornementation des produits traditionnels en alfa, doum et vannerie », destinée aux femmes rurales et aux femmes au foyer. En outre, une demi-journée d'étude sera organisée au sein de la même chambre

sous le thème : « La fabrication de l'alfa et de la vannerie, réalité et perspectives ». Participent à cette manifestation des artisans issus des wilayas de Saïda, Tiaret, Sidi Bel-Abbès, Oran, Tissemsilt, El-Bayadh, Nâama, In-Salah, Chlef, Bordj Bou-Arréridj, Tizi Ouzou, Tipasa, Tlemcen, Béjaïa, Blida et Jijel. Le salon connaît une forte affluence du public, attiré par la diversité des produits artisanaux à base d'alfa et de vannerie, notamment les objets d'art décoratifs, souligne-t-on. Selon les organisateurs, cette manifestation constitue une opportunité pour les citoyens d'acquérir divers produits de l'artisanat traditionnel, tout en permettant aux artisans de promouvoir leurs créations et d'échanger leurs expériences, indiquent les organisateurs.

Tissemsilt

Plus de 430 examens de dépistage effectués

L'association « El Fadjr » d'aide aux personnes atteintes de cancer à Tissemsilt a procédé à la réalisation de plus de 430 examens médicaux dans le cadre de la campagne « Novembre bleu » dédiée à la prévention du cancer de la prostate, a indiqué, mercredi le président de l'association, Dr Kara Halim. A l'occasion de la clôture de cette campagne de trois jours, Dr Kara a précisé que l'opération a connu une forte affluence, notamment chez les hommes âgés de 45 à 50 ans ajoutant que plusieurs cas suspects ont été détectés, qui feront l'objet d'une prise en charge

ultérieure par l'association, qui assurera gratuitement le suivi des différentes étapes du traitement, en particulier pour les personnes à revenu limité. Cette campagne est organisée en coordination avec la direction locale de la Santé et de la Population, a-t-on indiqué. L'objectif principal de cette campagne était de sensibiliser la population à cette maladie, d'expliquer ses symptômes et d'insister sur l'importance du dépistage précoce pour prévenir l'évolution vers des stades avancés où les chances de guérison deviennent très faibles, a expliqué le praticien. La campagne de sensibilisation et d'infor-

mation s'est déroulée sur l'esplanade de la mosquée Abou-Bakr Esseddik, au centre-ville de Tissemsilt, sous le slogan « La prévention augmente les chances de guérison ». A cette occasion, le personnel de l'association, des médecins et des agents du corps paramédical ont fourni des explications détaillées au grand public sur cette maladie. A noter que l'association El Fadjr » avait déjà organisé, dans le cadre d' »Octobre rose », une campagne de sensibilisation à la prévention du cancer du sein, qui avait également connu une large adhésion des femmes de différentes régions de la wilaya.

El-Meniaa

Nombreux projets lancés

Plusieurs projets ont été lancés et inaugurés dans la commune de Hassi El-Gara (wilaya d'El-Meniaa), dans le cadre des efforts visant la consolidation du développement local et l'amélioration du cadre de vie du citoyen, a-t-on appris mercredi des services de la wilaya. Le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a procédé au lancement des chantiers d'une école primaire au quartier El-Bour ainsi que de programmes de 253 logements promotionnels et de 150 logements de la formule AADL au niveau du nouveau pôle urbain, destinés à améliorer les conditions de scolarisation et résorber la demande croissante sur le logement. Dans le domaine agricole, particulièrement les capacités de stockage, les autorités de la wilaya ont inauguré un Centre de proximité de stockage de céréales, d'une capacité de 50.000 quintaux, près de la RN-51 à 60 km au Sud d'El-Meniaa vers la wilaya de Timimoun. Les opérations de développement ont porté également sur le raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel des foyers de Hassi El-Gara Ouest et d'El-Bour. Le wali d'El-Meniaa a indiqué que ces projets s'inscrivent dans le cadre d'un programme visant un développement équilibré des différentes communes de la wilaya, et que les autorités locales assurent le suivi sur le terrain de l'exécution des projets inscrits pour veiller au respect des délais et normes de réalisation. Et de souligner que la commune de Hassi El-Gara revêt un intérêt particulier dans le cadre du programme de développement de la wilaya, au regard de sa position géostratégique et sa vocation agricole grandissante.

Tiaret

Mise en service de 03 projets

Trois projets de développement ont été mis en service dans la commune d'El Faïdja (wilaya de Tiaret), dans le cadre des célébrations du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale, a-t-on appris, mercredi, auprès de la cellule de communication de la wilaya. Le wali de Tiaret, Saïd Khalil, a supervisé, mardi soir, la mise en exploitation de ces trois projets, réalisés dans le cadre du budget communal de l'année 2025. Ces projets concernent un groupe scolaire, une salle de soins et un terrain de proximité. La nouvelle école « Zidani Ahmed » accueille 184 élèves, permettant ainsi d'alléger la pression sur l'école Bachir El Ibrahimy ». L'établissement, érigé sur une superficie de 2.500 mètres carrés, comprend six salles de classe, une salle d'informatique, une salle de lecture, un réfectoire, un terrain de sport et diverses autres commodités. A la même occasion, il a été procédé à la mise en service de la salle de soins « Moudjahid défunt Tihal Medjadi », qui offre des prestations médicales aux plus de 7.000 habitants de la commune. Cet établissement assure des services de consultation médicale, radiologie, analyses, soins dentaires, ainsi que les soins infirmiers et le suivi de la maternité et de l'enfance, sous la supervision d'une équipe composée de deux médecins généralistes et de neuf agents du corps paramédical. Par ailleurs, un terrain de proximité situé au centre-ville a été mis à la disposition des jeunes pour la pratique de leurs activités sportives, notamment le football, selon la même source.

Alternative écologique Le pollen, ressource précieuse

Souvent associé aux allergies, le pollen pourrait pourtant devenir une ressource précieuse. À Singapour, une équipe de chercheurs explore son potentiel pour créer du papier, des films ou encore des éponges écologiques. Hors des processus de pollinisation, le pollen est souvent perçu comme une matière volatile inutile, si ce n'est agaçante pour les personnes sujettes au rhume des foins. Mais au laboratoire de Nam-Joon Cho, à Singapour, les chercheurs ne sont pas de cet avis.

Comme le raconte un article de Knowable Magazine, cela fait maintenant dix ans qu'ils consacrent leurs recherches à transformer le pollen en un gel, afin de trouver une alternative écologique au papier, aux éponges ou encore aux films plastiques. Chaque grain de pollen est entouré d'une couche rigide, qui rend difficile son exploitation. En 2020, Nam-Joon Cho et ses collègues ont trouvé le moyen de transformer cette enveloppe rigide : en incubant le pollen dans une solution alcaline d'hydroxyde de potassium à 80 °C, ils ont réussi à changer sa chimie de surface. Résultat : les grains de pollen sont devenus capables d'absorber l'eau, de se ramollir et de se transformer en un gel souple.

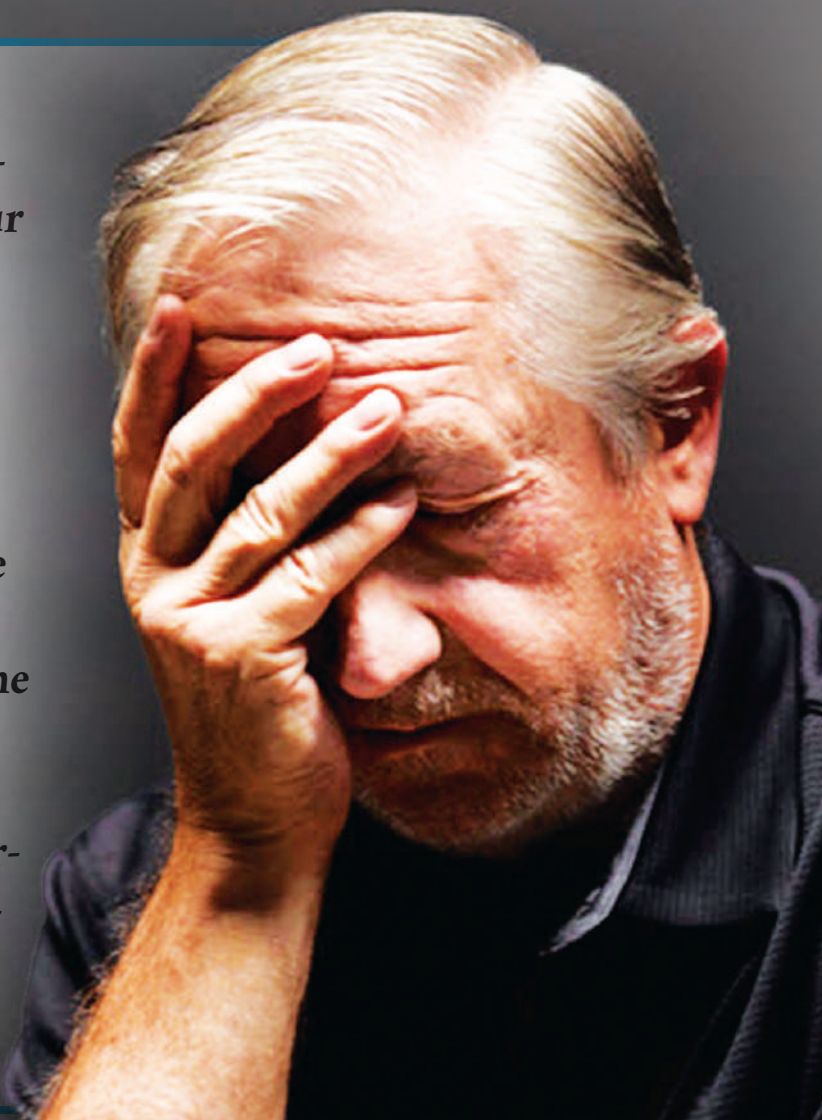
Une fois coulé sur un moule puis séché, ce microgel peut être transformé en une couche de papier ou de film selon l'épaisseur, à la fois solide et flexible. La solution alcaline rend les polymères du pollen plus hydrophiles, si bien que le gel peut se rétracter ou se gonfler selon l'absorption ou le rejet d'eau. Comme le pollen bloque naturellement les rayons UV, il pourrait servir de matériau de remplacement dans certaines technologies solaires et électroniques sensibles à la lumière.

Les applications possibles de ce microgel sont nombreuses. Le laboratoire s'intéresse notamment à la production de papier. Un secteur aujourd'hui fortement émetteur de CO2 et qui contribue grandement à la déforestation. Le pollen est quant à lui libéré en masse par les plantes : « Une seule fleur de tournesol produit entre 25 000 et 67 000 grains chaque été », rappelle Nam-Joon Cho. Aujourd'hui, l'équipe utilise du pollen de tournesol et de camélia bon marché, achetés principalement en Chine. Mais selon l'étude, leur méthode pourrait tout aussi bien fonctionner sur une grande variété d'espèces végétales. De plus, il est facile à collecter et ne nécessite ni de détruire la plante, ni même de « détruire la fleur », explique le chercheur. Le laboratoire a également démontré que le papier à base de pollen pouvait être imprimé et que l'encre pourrait aussi bien être retirée par un simple lavage alcalin. Par conséquent, ce papier serait réutilisable. Autre utilisation : le microgel sous forme lyophilisée devient une éponge poreuse qui pourrait servir dans le domaine médical pour arrêter les saignements ou pour dépolluer les océans lors d'épisodes de marées noires.

Alzheimer

Impact de la marche sur le déclin cognitif

La marche est essentielle pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, car l'activité physique peut aider à prévenir le déclin cognitif, à ralentir l'évolution de la maladie et à améliorer la qualité de vie. Une étude récente suggère que même une activité physique modérée pourrait ralentir la progression biologique de la maladie d'Alzheimer.



La maladie d'Alzheimer, cause la plus courante de démence (60 à 70 % des cas), touche des millions de personnes dans le monde. Cette maladie figure parmi les principales causes de décès, d'invalidité et de dépendance chez les personnes âgées, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui affirme que 55 millions de personnes seraient atteintes de démence dans le monde. Et d'ajouter qu'« en l'absence de traitement curatif, on pourrait compter 82 millions de personnes atteintes de démence en 2030, et 152 millions d'ici à 2050 ». Selon les experts, près de 10 millions de nouveaux cas sont déclarés chaque année d'où l'importance de la recherche pour mieux prévenir la maladie. Parmi les facteurs majeurs de prévention, les scientifiques mettent en

avant l'activité physique, dont les effets bénéfiques sur le cerveau s'avèrent aussi bien directs que indirects. Une étude publiée dans Nature Medicine par des chercheurs du Mass General Brigham, affirme qu'une simple routine quotidienne pourrait retarder l'apparition des symptômes d'Alzheimer de plusieurs années. Elle précise que l'activité physique est associée à un ralentissement du déclin cognitif chez les personnes âgées présentant des niveaux élevés de bêta-amyloïde, protéine associée à la maladie d'Alzheimer. En moyenne, les personnes qui marchaient entre 3 000 et 5 000 pas par jour bénéficiaient d'un déclin cognitif retardé d'environ trois ans, tandis que celles qui marchaient entre 5 000 et 7 500 pas par jour voyaient ce retard s'étendre à sept ans. À l'inverse, les personnes peu actives présentaient une accumulation plus rapide de protéines tau dans

le cerveau, associée à la progression de la maladie, ainsi qu'un déclin plus rapide des capacités cognitives et des fonctions quotidiennes.

Et à l'inverse, que la sédentarité — autrement dit le temps passé assis ou allongé sans autre activité physique entre le lever et le coucher, ainsi que la position statique debout — est un facteur de risque à mieux prendre en compte. Selon les auteurs de l'étude, « ces résultats expliquent pourquoi certaines personnes présentant des signes de maladie d'Alzheimer ne déclinent pas aussi rapidement que d'autres. Les facteurs liés au mode de vie semblent avoir un impact sur les premiers stades de la maladie d'Alzheimer, ce qui suggère que des changements de mode de vie pourraient ralentir l'apparition des symptômes cognitifs si l'on intervient précocement ».

A.B

Europe

Des niveaux alarmants d'Obésité infantile

Un enfant sur quatre est en surpoids, dont un sur dix est obèse, selon l'enquête menée à travers l'Europe et publiée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ces taux sont bien plus élevés dans le sud de l'Europe, où près d'un enfant sur cinq est obèse. L'obésité chez l'enfant augmente le risque de diabète, de cancer, de maladies cardiaques, d'AVC et d'autres affections chroniques à l'âge adulte. L'enquête, menée entre 2022 et 2024, a rassemblé des données concernant environ 470 000 enfants âgés de 6 à 9 ans dans 37 pays. Les chercheurs ont recueilli des informations complémentaires sur les comportements familiaux et de santé pour plus de 150 000 enfants. Globalement, les garçons sont plus susceptibles d'être obèses que les filles, 13 % contre 9 %, selon l'étude. Les taux d'obésité se sont stabilisés dans certains pays ces dernières années, mais les responsables internationaux de la santé ne se disent pas rassurés.

« Le surpoids et l'obésité chez l'enfant restent alarmants et continuent de menacer la santé des générations actuelles et futures », a déclaré Kremlin Wickramasinghe, qui travaille sur les questions de nutrition, d'activité physique et d'obésité au bureau européen de l'OMS. Le rapport constate également que les parents d'enfants en surpoids ou obèses ont tendance à sous-estimer le poids de leurs enfants. Globalement, 66 % des enfants en surpoids avaient des parents qui les pensaient soit maigres, soit de corpulence normale. L'alimentation des enfants était globalement médiocre dans toute l'Europe. Au total, seuls 32 % des enfants mangent des légumes chaque jour, par exemple. Parallèlement, les aliments malsains étaient omniprésents : 41 % des enfants consomment des sucreries, 29 % boivent des sodas et 16 % prennent des en-cas salés plus de trois fois par semaine. Des différences liées au statut socio-économique ont été observées, les enfants ayant davantage de chances d'avoir une

alimentation plus saine lorsque leurs parents sont plus diplômés. Fait notable, presque tous les parents ont déclaré que leurs enfants étaient actifs au moins une heure par jour, et 89 % des enfants dormaient au moins neuf heures par nuit, deux facteurs importants pour la santé des enfants. Cependant, de nombreux enfants passent beaucoup de temps sur les appareils mobiles, la télévision et d'autres écrans, selon le rapport. Globalement, 42 % des enfants passent au moins deux heures par jour devant des écrans en semaine, et 78 % atteignent ce niveau le week-end. Le temps d'écran était plus élevé chez les garçons et chez les enfants dont les parents avaient un niveau d'instruction plus faible. L'OMS recommande que les pays prennent des mesures pour créer des environnements plus sains pour les enfants, notamment des taxes sur les boissons sucrées et les aliments malsains, des normes nutritionnelles plus strictes pour les repas scolaires et des politiques visant à promouvoir l'activité physique.

Soudan

Situation humanitaire critique

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a mis en garde contre une situation humanitaire critique pour des milliers de familles déplacées d'El-Fasher, dans l'Etat du Darfour Nord au Soudan, suite aux récentes violences.



Dans la région de Long Island et les régions environnantes, les personnes déplacées vivent dans des conditions extrêmement difficiles, sans nourriture suffisante, sans eau potable, sans abri ni soins médicaux » a déclaré le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). Les organisations humanitaires travaillent avec des partenaires locaux pour soutenir la mise en place de nouveaux camps afin d'accueillir les nouveaux arrivants d'El-Fasher, qui s'ajoutent aux plus de 650.000 personnes déplacées ayant déjà trouvé refuge à Tawila. Mardi dernier, une mission inter-agences conjointe dirigée par le coordinateur humanitaire adjoint au Soudan, Antoine Girard, est arrivée à Tawila pour dialoguer avec les populations touchées et les communautés locales, évaluer les besoins et renforcer la réponse en cours. A Tawila, le HCR fournit une aide vitale et des services

essentiels aux familles déplacées, et effectue également des évaluations individuelles de protection pour certains des nouveaux arrivants les plus vulnérables. Les Forces de soutien rapide (FSR), en conflit avec l'armée soudanaise, ont pris El-Fasher le 26 octobre dernier et procédé à des massacres de civils, selon des organisations locales et internationales. Parallèlement, les combats se poursuivent dans l'Etat du Kordofan-Occidental, et des victimes civiles ont été signalées lors des récents affrontements, selon le bureau d'OCHA. Le Bureau a signalé que des dizaines de familles déplacées de la localité d'Al-Adiya sont arrivées à Al-Abyad, dans l'Etat voisin du Kordofan du Nord, après avoir fui les attaques survenues près d'Al-Nuhud au cours des deux dernières semaines. La situation dans la région reste extrêmement instable et changeante, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ayant également signalé des déplacements

de population à Al-Abyad, ces derniers jours. L'Organisation a indiqué que beaucoup étaient arrivés épuisés et affamés après avoir marché pendant plusieurs jours. Environ 250 personnes déplacées sont actuellement hébergées dans quatre abris temporaires avec un accès limité aux services de base. Les autorités locales et les organisations ont mis en place des cuisines collectives, mais les réserves alimentaires s'épuisent. Pour sa part, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a souligné l'urgence d'un soutien supplémentaire pour répondre aux besoins humanitaires croissants au Darfour et au Kordofan. Il a noté que le Plan de réponse humanitaire pour le Soudan de cette année ne couvre que 28 % des besoins. En cours depuis avril 2023, le conflit opposant l'armée soudanaise aux FSR a fait des milliers de morts, des millions de déplacés et provoqué la pire crise humanitaire actuelle, selon l'ONU.

RD Congo

Urgence alimentaire aiguë

Le nombre de personnes en situation d'urgence alimentaire aiguë dans l'est de la RDC a presque « doublé » depuis l'an dernier, a annoncé vendredi le Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM). « Le nombre de personnes confrontées à un niveau d'urgence alimentaire sévère explose. Il a presque doublé depuis l'année dernière », a déclaré Cynthia Jones, directrice du PAM pour la RDC, dans une intervention en visioconférence avec la presse à Genève. « Une personne sur trois dans les provinces orientales de la RDC (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika) est confrontée à une situation de faim critique, voire pire. Cela représente plus de 10 millions de personnes », a-t-elle expliqué. Et parmi cette population, « 3 millions de personnes sont en situation d'urgence alimentaire », ce qui signifie qu'elles subissent des déficits alimentaires extrêmes, des taux de malnutrition très élevés, alors que « des décès dus à la faim sont déjà constatés », a alerté Mme Jones. Ce « chiffre alarmant » de 3 millions représente, selon elle, « une augmentation de 700.000 personnes depuis mars 2025 ». L'est de la RDC est en proie à des conflits depuis 30 ans. Les violences se sont intensifiées depuis janvier avec la prise des villes de Goma et de Bukavu par le groupe armé M23. Dans les provinces orientales, la malnutrition infantile est également préoccupante. « Dans certaines zones, des rapports indiquent que plus de 60 % des enfants souffrent de malnutrition aiguë », a ajouté la responsable du PAM. Face à cette situation, Mme Jones a indiqué que son organisation ne parvenait qu'à atteindre « une infime partie des personnes dans le besoin en raison d'un manque criant de financement et de difficultés d'accès complexes ». Le PAM, confronté à un déficit de 349 millions de dollars jusqu'en avril, a réduit son aide de 2,3 millions à 600.000 bénéficiaires depuis octobre. L'organisation dit même s'attendre à « une rupture totale de l'approvisionnement à partir de février ou mars 2026 » faute de financements supplémentaires, ce qui « signifierait un arrêt complet de toute aide alimentaire d'urgence dans les provinces de l'est ».

Etats-Unis

13 morts dans le crash d'un avion Cargo

Au moins treize personnes ont été tuées dans le crash d'un avion-cargo survenu mardi près de l'aéroport international de Louisville, dans l'Etat américain du Kentucky, a annoncé le maire de la ville, Craig Greenberg, dans un nouveau bilan, vendredi. « J'ai appris qu'une treizième personne était décédée après le crash de l'avion », a indiqué M. Greenberg, sur les réseaux sociaux. BUn précédent bilan communiqué par Andy Beshear, gouverneur de l'Etat américain du Kentucky, faisait état de 11 morts. D'après des médias, l'appareil, un avion-cargo relevant d'une entreprise américaine de livraison de colis et de documents, s'est écrasé vers 17h15 heure locale (22h15 GMT), peu après son départ de l'aéroport international Muhammad-Ali, à destination d'Honolulu, à Hawaï. Selon les mêmes sources, trois membres d'équipage se trouvaient à bord. Les autres victimes se trouvaient sur le passage de l'appareil avant le crash près de l'aéroport.

Afghanistan/Pakistan

Echec des pourparlers de paix

Le gouvernement taliban afghan a annoncé, samedi, l'échec de la dernière série de pourparlers de paix avec le Pakistan, qui se tenaient en Turquie dans le but de parvenir à un cessez-le-feu durable. Les Talibans ont imputé cet échec à l'approche de Islamabad, qu'ils ont qualifiée d'« irresponsable et non coopérative ». Le ministre pakistanais de l'Information, Attaullah Tarar, avait laissé entendre la veille l'échec des négociations, affirmant que la responsabilité incombe à Kaboul pour ne pas avoir respecté ses engagements dans la lutte contre le terrorisme, « ce qui n'a pas été accompli jusqu'à présent ». Il a ajouté : « Le Pakistan continuera à exercer toutes les options nécessaires pour protéger la sécurité de son peuple et sa souveraineté. » Les deux pays ont tenu des pourparlers à Istanbul jeudi dans le but de finaliser une trêve convenue le 19 octobre au Qatar.

Etats-Unis

Un millier de vols annulés

Un millier de vols ont été annulés vendredi dans les aéroports américains en raison du blocage budgétaire qui s'étire et a conduit les autorités à alléger le trafic aérien face à la pénurie d'aiguilleurs du ciel. Par mesure de sécurité, l'administration Trump a imposé mercredi une réduction du trafic dans quarante des aéroports américains les plus fréquentés face au manque de personnel dans les tours de contrôle, auquel il est demandé depuis plus de cinq semaines de travailler sans être payé du fait du « shutdown ». Les vols internationaux ne sont pas concernés, a confirmé vendredi le ministre des Transports Sean Duffy.

Un millier de vols ont été annulés vendredi, selon le site de suivi FlightAware, qui identifie les aéroports de Washington (Reagan), Chicago O'Hare et Atlanta comme ceux les plus touchés. Environ 700 annulations samedi. L'aéroport Reagan de la capitale a averti dans l'après-midi sur les réseaux sociaux prévoir des retards importants et des annulations dans la soirée en raison de la réduction du trafic aérien. D'après le ministère des Transports, le trafic aérien est réduit de 4 % vendredi, puis le sera de 6 % mardi et jusqu'à 10 % dans une semaine, si la paralysie budgétaire se poursuit. Dans son 38e jour, la paralysie budgétaire est la plus longue de l'histoire américaine,

parlementaires républicains et démocrates étant incapables de s'entendre sur un nouveau budget. La compagnie aérienne United indique que les annulations se concentrent sur les vols intérieurs et régionaux qui ne relient pas nos hubs aéroportuaires. Ces perturbations s'ajoutent aux files d'attente qui s'allongent aux points de contrôle gérés par des agents de sécurité, également privés de salaire depuis plus d'un mois. Autour de 14.000 contrôleurs aériens surveillent le ciel américain. Chaque jour plus de trois millions de passagers prennent l'avion aux Etats-Unis, à raison de plus de 44.000 vols en moyenne, selon la FAA.

Afrique du Sud

Ramaphosa élu président provisoire de la SADC



Le chef d'Etat sud-africain, Cyril Ramaphosa, a été élu vendredi président provisoire de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), lors d'un sommet extraordinaire par visioconférence, après le refus de Madagascar, qui traverse une crise politique, d'exercer ses fonctions de présidence tournante de cette organisation régionale. « C'est Cyril

Ramaphosa, chef d'Etat sud-africain, qui a été élu président provisoire », a indiqué un communiqué diffusé, au terme de la réunion des pays membres, par le ministère de l'Information et de la Radiodiffusion du Zimbabwe. Pour rappel, une crise politique intérieure à Madagascar a éclaté le 25 septembre avec des manifestations de la jeunesse contre les coupures d'électricité et d'eau.

Prochaine fenêtre FIFA

L'Arabie Saoudite et Zimbabwe au menu de l'Algérie



A l'approche de la prochaine fenêtre FIFA de novembre, l'équipe nationale se prépare à affronter deux sélections engagées dans des dynamiques distinctes mais ambitieuses : l'Arabie saoudite, en pleine montée en puissance sous la houlette d'Hervé Renard, et le Zimbabwe, relancé après son retour sur la scène continentale. Deux rendez-vous importants pour les Verts dans le cadre de leur préparation à la CAN 2025.

■ Par Marouane A.

Le sélectionneur saoudien Hervé Renard a, ainsi, retenu 27 joueurs pour le stage de préparation prévu du 9 au 18 novembre à Djeddah. Les «Faucons verts» disputeront deux rencontres amicales : d'abord contre la Côte d'Ivoire le 14 novembre au stade Al-Inma, puis face à l'Algérie le 18 novembre au Prince Abdallah Al-Fayçal. Renard a opté pour un groupe mêlant cadres expérimentés et jeunes talents, dans la continuité des qualifications pour la Coupe du monde 2026, où l'Arabie saoudite a déjà validé son billet. On y retrouve notamment Sami Al-Dawsari, Hassan Al-Tambakti, Abdullah Al-Khaibari et Firas Al-Buraikan, accompagnés de jeunes prometteurs tels que Musaab Al-Juwair et Nasser Al-Dawsari.

Ce rassemblement s'inscrit dans le cadre des préparatifs à la Coupe arabe de la FIFA 2025, où les Saoudiens évolueront dans le groupe B en compagnie du Maroc, ainsi que du vain-

queur des barrages Oman-Somalie et Comores-Yémen.

Zimbabwe : Marinica reconstruit avec 24 joueurs pour l'Algérie

De son côté, le Zimbabwe se prépare à son grand retour sur la scène africaine. Le nouveau sélectionneur, le Roumain Marian Mario Marinica, a dévoilé une liste de 24 joueurs triés parmi les expatriés et le championnat local, en vue des matchs amicaux contre l'Algérie et le Qatar.

Les «Warriors» défieront d'abord les Verts le 13 novembre au stade Roi Abdallah de Djeddah (17h30), avant de rejoindre Doha pour affronter le Qatar le 17 novembre. Une double confrontation cruciale pour une sélection qui n'a pas participé à la CAN 2024 et qui cherche à retrouver son identité de jeu avant l'édition 2025. Placés dans un groupe B relevé, avec l'Egypte, l'Afrique du Sud et l'Angola, les Zimbabwéens abordent cette préparation avec la volonté de combler leur retard et de bâtir une équipe compétitive en peu de temps. Entre une Arabie saoudite structurée, en progression et déjà qualifiée pour le Mondial, et un Zimbabwe en reconstruction mais déterminé à retrouver son rang, les Verts auront face à eux deux adversaires aux profils complémentaires. De quoi offrir au sélectionneur national une fenêtre de travail riche et variée à quelques semaines du début de la CAN 2025.

Ligue 2
(Gr. Centre-Ouest - 9e j)
Le CR Témouchent toujours leader

Le CR Témouchent a conservé sa place en tête du groupe Centre-Ouest de la Ligue 2 amateur de football, à l'issue de la 9e journée disputée vendredi, grâce à sa précieuse victoire en déplacement face à l'US Béchar Djedid (2-1), alors que la JS El Biar et l'ASM Oran restent à ses trousses.

Dans un match dominé de bout en bout, le CR Témouchent a fait respecter la hiérarchie face à la lanterne rouge, signant un sixième succès en neuf rencontres. Ce résultat permet aux joueurs de Témouchent de porter leur total à 20 points et de conserver une longueur d'avance sur la JS El Biar et l'ASM Oran (19 pts chacune).

La JS El Biar, qui restait sur une défaite contre le RCK, a bien réagi en s'imposant logiquement à domicile devant le CRB Adrar (2-0), tandis que l'ASM Oran a ramené un succès précieux de Tlemcen face au WAT (1-0), confirmant ainsi sa solidité hors de ses bases.

De son côté, le RC Kouba (17 pts) a été accroché chez l'ESM Koléa (0-0), et glisse à la 4e place, devant le NA Hussein Dey (16 pts), tenu en échec par le WA Mostaganem (0-0) dans un duel fermé disputé à huis clos.

L'USM El-Harrach (15 pts) réalise la bonne opération du week-end en allant battre la JSM Tiaret (2-0), signant ainsi son deuxième succès consécutif et se repositionnant dans la première moitié du tableau.

Le nouveau promu, la JS Texraïne, a décroché une victoire précieuse dans la lutte pour le maintien face à l'autre mal classé le GC Mascara (2-1), tandis que le RC Arbaâ, bon dernier avant cette journée, a signé sa deuxième victoire de la saison en battant le MC Saïda (1-0), insuffisant pour quitter la zone rouge.

Bayer Leverkusen
Maza dans
l'équipe type
de la 4e journée

Le milieu international algérien du Bayer Leverkusen (Div.1 allemande), Ibrahim Maza, a été retenu dans l'équipe type de la 4e journée de la Ligue des champions d'Europe, disputée mardi et mercredi, selon l'Union européenne de football (UEFA).

Le jeune joueur algérien de 19 ans s'est distingué lors de la victoire décrochée par son équipe, mercredi sur le terrain des Portugais du Benfica Lisbonne (1-0), prenant part à l'intégralité de la rencontre. Il a signé sa première titularisation en Ligue des champions.

Un succès qui permet au club allemand d'atteindre la barre de 5 points et de relancer ses chances de qualification pour les 1/8 de finale, à quatre longueurs du Top 8, qui donne accès directement au prochain tour.

Maza avait rejoint le Bayern Leverkusen en mai dernier, pour un contrat de cinq saisons, en provenance du Hertha Berlin (Div.2 allemande). Le Bayer a bouclé ce transfert contre un chèque de 12 millions d'euros.

Avec l'équipe nationale, Maza avait signé ses grands débuts le 26 mars 2024, lors de la victoire décrochée à Annaba face au Togo (5-1), pour le compte des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025. Il avait pris part en octobre au dernier match des «Verts» contre l'Ouganda (2-1) pour le compte de l'ultime journée des qualifications du Mondial-2026.

Coupe du monde d'escrime
(sabre) - Deuxième journée
L'Algérie absente



Les escrimeuses algériennes ne prendront pas part aux finales individuelles de la Coupe du monde du sabre, qui se déroule à Alger du 6 au 9 novembre, après leur élimination aux premiers tours vendredi, lors de la deuxième journée de compétition qu'abrite la Coupole du Complexe olympique «Mohamed Boudiaf» d'Alger. Sept Algériennes étaient engagées dans l'épreuve individuelle dames : Jouhar Belkhala, Chaïma Ben Adouda (53e mondiale), Nayla Ben Chaqour, Wassam Bounqab (16 ans), Amima Driss, Zahra Kahli (52e mondiale) et Amima Rouibat. En revanche, Kouthar Belkebir s'est retirée en raison d'une blessure qui l'a empêchée de participer. La meilleure performance algérienne de l'épreuve est revenue à Zahra Kahli, qui s'est distinguée en atteignant le deuxième tour après trois victoires successives contre la Coréenne Hyung Choi, l'Espagnole Marta Jimenez et la Japonaise Sherika Takahashi.

Au deuxième tour, la représentante algérienne a perdu face à l'Américaine Alexandra Lee sur un score serré de 15-14, alors qu'elle était à deux doigts de la

qualification.

De leur côté, Wassam Bounqab (16 ans), Jouhar Belkhala et Nayla Benchaqour, ont chacune remporté un combat. Bounqab a battu la Polonaise Daria Skonieczna, mais elle n'a pas réussi à passer les autres adversaires et a été éliminée au tour des poules. Néanmoins, elle a laissé une bonne impression, prometteuse pour l'avenir. Pour leur part, Jouhar Belkhala a remporté une unique victoire contre la Russe Sofia Bazdonikova, et Nayla Benchaqour a battu la Tunisienne Aïcha Bouajina, avant d'être éliminées en phase de poules. Pour rappel, la Coupe du monde du sabre a débuté jeudi, avec les phases qualificatives de la catégorie par une large participation de 206 athlètes et la présence du président de la Fédération Internationale d'escrime, celui de la Confédération Africaine, ainsi que de nombreux représentants de l'Algérie à la compétition. Il s'agit de Sami Mohamed Abdelrahman, Aïnoush Adam Anis, Aït Oufлах Matis, Benakila Yacine, Bensghir Osama (âgé de 16 ans et considéré comme le plus jeune participant), Akram Bounab (classé 68e mondial), Bounacer Mohamed, Bouchada Zakaria, Qaraf Yacoub, Ibrahan Lotfi, Adam Aizem, Bensghir zineddine, Malik Abrous, et Saïd Yacine.

Sur les quatorze, seuls deux joueurs ont réussi à se qualifier pour le deuxième tour. Malik Abrous a été le plus en vue avec trois victoires au tour des poules face au Sénégalais Tiam Koudy, au Saoudien Al-Mutairi Adel, et à l'Autrichien Lazar Alexander.

Qatar

Bounedjah et Omar s'illustrent



Al Shamal et Al Wakrah et leur quatre Algériens, se sont quittés sur un match nul qui n'arrange pas l'équipe receveuse. Baghdad Bounedjah a ouvert le score dans le temps additionnel de la première mi-temps, en marquant un vrai but de renard des surfaces. Sur un débordement de Collado, le buteur Algérien effectue un appel contre appel dans le dos de la défense avant de plonger pousser la balle au fond (45e+1').

Redouane Berkane en face n'a pas marqué mais il été très bon, en lançant d'abord Sliti dans un face à face, avant de tenter une belle frappe enroulée après un contrôle orienté sublime.

En deuxième mi-temps il pousse un défenseur adverse à la faute de main et ob-

tient un penalty transformé par par Zouhrouh, avant d'être anecdotiquement passeur pour Assal (52e). Entré en cours de jeu, Omar Rafik va égaliser pour Al Shamal à la 97e minute, d'une belle frappe enroulée, légèrement détournée par un joueur d'Al Wakrah, Score final 2-2.

O Marseille

Ordenez objet de toutes les convoitises ?

Le feuilleton Joel Ordenez refait surface à Marseille. Après un été marqué par des négociations infructueuses avec Bruges, le défenseur équatorien reste au centre de toutes les convoitises. Si Pablo Longoria espère toujours concrétiser cette piste prioritaire pour renforcer la défense marseillaise, la concurrence s'annonce désormais redoutable. De nouveaux prétendants de poids sont entrés dans la danse, compliquant sérieusement la tâche de l'Olympique de Marseille. L'été dernier, le dossier Joel Ordenez avait agité la fin du mercato olympien. Pablo Longoria et Mehdi Benatia avaient fait du défenseur central de Bruges leur priorité absolue, convaincus de son potentiel et de sa capacité à stabiliser une défense en reconstruction. Malgré plusieurs offres et des tentatives répétées, le Club Bruges avait tenu bon, refusant catégoriquement de céder son jeune international équatorien. Le joueur lui-même, désireux de franchir un cap, avait envisagé un bras de fer avec ses dirigeants avant de se résoudre à rester en Belgique. Cette déception avait finalement été atténuée par l'arrivée de Benjamin Pavard, transfert phare de la fin de mercato. Mais depuis, la situation a bien évolué. Pavard, en difficulté ces dernières semaines, ne parvient pas à convaincre sur la durée, relançant ainsi la réflexion du staff phocéén. Dans les coulisses, le nom de Joel Ordenez revient avec insistance. Titulaire face au FC Barcelone en Ligue des champions (3-3), le défenseur de 21 ans a une nouvelle fois attiré l'attention des recruteurs européens malgré la défaite de son équipe.

L'Inter Milan entre en jeu

L'Olympique de Marseille n'est toutefois plus seul sur le dossier. Selon les informations de TuttoMercatoWeb relayées par le journaliste italien Dimitri Conti, l'Inter Milan suit de très près la situation de Joel Ordenez. Le club lombard, finaliste de la dernière Ligue des champions, verrait en lui un renfort d'avenir pour sa charnière défensive. Un symbole fort, d'autant plus que l'Inter est le club que Benjamin Pavard a quitté pour rejoindre l'OM, rendant le dossier encore plus piquant. Le club belge reste ferme pour le moment : un départ cet hiver est exclu. Toutefois, un transfert l'été prochain paraît plausible, notamment si la pression monte sur les dirigeants brugeois. L'intérêt de l'Inter pourrait bien précipiter les choses. D'autant que d'autres géants européens surveillent la situation. La presse équatorienne évoque en effet la présence d'un émissaire de Chelsea dans les tribunes du stade Jan Breydel lors de la rencontre face au Barça, preuve que Joel Ordenez ne laisse personne indifférent sur la scène internationale.

FC Barcelone

Le Camp Nou a enfin rouvert!

Le Barça n'a jamais été aussi proche de retrouver son stade. vendredi, Hansi Flick et ses joueurs ont eu un avant-goût de ce qui les attend dans quelques semaines avec leurs premiers pas au Camp Nou depuis le début des travaux, en mai 2023. Les Catalans s'y sont entraînés dans la matinée, sous les yeux des chancoux qui avaient réussi à décrocher l'un des 21.800 places disponibles en tribunes. «C'est une émotion immense. C'est divin, avec notre public, a réagi le défenseur Ronald Araujo, cité par le Mundo Deportivo. J'étais ému, je le disais à mes coéquipiers quand je venais au Camp Nou. Nous savons à quel point c'est impressionnant et certains joueurs n'avaient jamais joué ici. Nous avons hâte de revenir.» Cela devrait donc être pour très bientôt en compétition officielle. Depuis le 17 octobre, le Barça a l'autorisation d'occuper le stade avec une capacité maximum de 25.600 places. Mais il préfère attendre la seconde licence des autorités publiques pour atteindre une jauge de 45.400 spectateurs. «Dès que nous aurons obtenu la licence 1B, nous ouvrirons la tribune latérale, ce qui nous permettra d'avoir une capacité similaire à celle de l'Olimpic (le stade de Montjuïc). Il ne sera alors plus logique de rester là-bas et nous jouerons tous les matchs ici », a expliqué Joan Sentelles, le responsable chargé des travaux. Cette fameuse licence est attendue dans les 10 prochains jours, et le Barça vise un retour à la maison pour la réception de l'Athletic Bilbao, le 22 novembre, ou au plus tard pour celle d'Alavès le samedi suivant. Il restera encore un sacré boulot pour que le stade atteigne sa capacité maximale de 105.000 places, mais Joan Laporta et ses équipes pourront alors souffler un grand coup.

Barrage Mondial 2026

Tirages au sort le 20 novembre

Les tirages au sort du Tournoi de barrage de la Coupe du Monde 2026 et des barrages européens se tiendront au siège de la FIFA, à Zurich (Suisse), le jeudi 20 novembre 2025, a annoncé l'instance suprême du football mondial.



2026

Les derniers billets pour le Mondial 2026 seront attribués à l'issue du Tournoi de barrage et des barrages européens. Ces deux événements révéleront le parcours que devront emprunter les 22 nations en lice – six d'entre elles disputeront le Tournoi de barrage tandis que les seize autres passeront par les barrages européens – pour décrocher leur billet pour la toute première Coupe du Monde à 48 équipes, qui se déroulera au Canada, aux Etats-Unis et au Mexique du jeudi 11 juin au dimanche 19 juillet 2026. Les deux tirages au sort se dérouleront consécutivement : celui du Tournoi de barrage de la Coupe du Monde 2026 débutera à 13h00, avant de laisser place au tirage des barrages européens. Ils se tiendront deux jours seulement après la clôture de la fenêtre internationale de novembre 2025, qui s'annonce une nouvelle fois particulièrement animée, alors que la liste des nations qualifiées pour la 23e Coupe

du Monde continuera de s'affiner.

28 pays ont déjà validé leurs billets

28 pays, ont déjà validé leur billet pour cette compétition, tandis que quatorze autres (3 de la Concacaf et 11 de l'UEFA) tenteront de décrocher leur billet pour la phase finale à l'issue des qualifications continentales programmées ce mois-ci. La fenêtre internationale de novembre permettra également de déterminer quelles équipes de l'AFC, de la CAF et de la Concacaf rejoindront la Bolivie (CONMEBOL) et la Nouvelle-Calédonie (OFC) pour le Tournoi de barrage de la FIFA, qui réunira six nations. Elle désignera aussi les 16 nations appelées à disputer les barrages européens, programmés durant la fenêtre internationale du 23 au 31 mars 2026. Le Tournoi de barrage de la FIFA se terminera par deux finales, au cours desquelles les vainqueurs des demi-finales – opposant les équipes non têtes

de série – affronteront les deux équipes têtes de série. Les vainqueurs de ces rencontres décrocheront les deux dernières places qualificatives pour la Coupe du Monde de la FIFA 2026. Les barrages européens réuniront les douze deuxièmes de groupe ainsi que les quatre vainqueurs de groupe de la Ligue des Nations de l'UEFA les mieux classés. Les 16 équipes participant aux barrages sont versées dans quatre tableaux de quatre équipes chacun. Les barrages se joueront sous la forme de demi-finales et de finales à élimination directe, qui permettront de désigner les quatre dernières nations européennes qualifiées pour la Coupe du Monde de la FIFA 2026. Afin que les deux tirages puissent se tenir dans le respect des procédures établies, la prochaine édition du Classement mondial masculin de la FIFA paraîtra le mercredi 19 novembre 2025. Les amateurs de football du monde entier pourront suivre les tirages au sort en direct sur FIFA.com, sur FIFA+ et via les partenaires médias.

Turquie

Mandat d'arrêt contre 21 personnes

Le parquet d'Istanbul a annoncé vendredi que 21 personnes dont 17 arbitres et le président d'Eyupspor, un club de première division du pays, font l'objet d'un mandat d'arrêt, sans préciser combien d'arbitres sont actuellement entendus. Les 21 personnes ont été placées en garde à vue en Turquie dans le cadre d'une enquête où ils sont soupçonnés d'avoir parié sur des matchs du championnat de Turquie. Le propriétaire du club de Kasimpasa, autre équipe stambouliote de première division, ainsi qu'un ancien président du club, doivent également être auditionnés. La justice enquête notamment sur des soupçons d'abus de fonction et d'influence sur le résultat d'un match. Le Conseil de discipline de la Fédération turque de football (TFF) avait déjà suspendu la semaine passée 149 arbitres accusés d'avoir parié sur des matchs au mépris de l'interdiction qui leur en est faite. Les suspensions vont d'une durée de huit à douze mois, a détaillé la TFF, sans préciser si certains des arbitres incriminés sont soupçonnés d'avoir parié sur des matchs qu'ils ont supervisés. Une enquête de la fédération sur 571 arbitres turcs des ligues professionnelles de football avait révélé fin octobre que 152 d'entre eux, dont 22 officient en première division turque, parient activement sur des rencontres. Dans un communiqué commun mercredi, ces arbitres ont dénoncé des accusations odieuses, affirmant qu'aucun d'entre eux n'a jamais parié sur un match qu'il a dirigé. Une partie d'entre eux affirme également que leurs paris remontent à une époque où ils étaient arbitres amateurs.

L'ES MOTS FLÉCHÉS

N	I	X	E	S	A	G	E	P	D	J	I	N	N	C
I	G	E	L	L	I	U	O	G	R	A	G	R	G	M
L	O	R	R	H	E	R	T	S	N	O	M	O	E	C
E	E	U	I	U	Y	R	E	N	I	S	U	L	E	M
B	F	A	R	F	A	D	E	T	A	L	O	R	K	Q
O	L	T	E	L	F	T	R	I	E	G	B	O	G	Z
G	E	N	R	N	O	O	N	E	C	R	I	G	O	M
U	P	T	C	M	O	C	L	O	P	E	O	A	G	B
P	S	P	H	I	N	X	L	C	G	R	M	I	S	O
S	Y	D	R	A	C	U	L	A	I	S	I	R	E	N
Y	C	N	E	M	O	T	N	A	F	L	H	P	I	E
H	O	B	B	I	T	N	A	E	G	C	A	M	E	E
E	N	I	D	N	O	G	A	R	D	N	A	T	A	S
A	G	A	N	Y	M	P	H	E	R	V	I	U	O	V

Au Salon international du livre d'Alger

L'ANP expose sa mémoire au coeur du SILA

À la 28^e édition du Salon international du livre d'Alger, le ministère de la Défense nationale a choisi les livres plutôt que les armes. Son stand, très fréquenté, proposait cartes, revues et récits historiques, marquant la volonté de l'Armée nationale populaire (ANP) de renforcer le lien entre mémoire, savoir et nation.



■ **Samy Terki**

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a marqué de sa présence la 28^e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA), avec un stand qui a suscité une affluence inhabituelle. Là où l'on aurait pu s'attendre à voir des armes ou des équipements militaires, le public a découvert un espace dédié aux publications scientifiques, historiques et géographiques produites par les différentes institutions de l'Armée nationale populaire (ANP).

Sur place, le public était nombreux. Jeunes et moins jeunes, familles, chercheurs, étudiants ou simples visiteurs ont convergé vers le stand du MDN, curieux de découvrir les travaux et les publications de l'institution militaire. L'attraction n'était pas seulement intellectuelle : la présence d'officiers en uniforme a attiré les regards et suscité une vague de sympathie. Des enfants, visiblement fascinés, saluaient les militaires en lançant un « Amou asskri » (Tonton le militaire) accompagné d'un salut réglementaire.

Les petits visiteurs repartaient souvent avec un souvenir, des dépliants illustrés retraçant les parcours de figures emblématiques de la résistance anticoloniale algérienne, comme l'émir Abdelkader, Kheireddine Barberousse, Ahmed Bey ou encore Larbi Ben M'Hidi. « Ces récits sont écrits dans un style simple, accessibles aux élèves, et distribués gratuitement », explique le commandant Abbes Torki, re-

présentant du MDN. Autour du stand, les visiteurs n'hésitaient pas à exprimer leur respect : « Allah yahfadhkoum » (Que Dieu vous protège), lançaient des parents ou des anciens moudjahidine au passage des officiers.

Pour le commandant Torki, cette participation s'inscrit dans une démarche plus large : « Elle vise à consolider le lien sacré entre la Nation et son Armée, conformément aux orientations du Haut Commandement de l'ANP. Notre armée est avant tout populaire ».

Le stand de l'Institut militaire de documentation, d'évaluation et de prospective (IMDEP) illustre cette orientation. Placé sous la tutelle de la direction de développement et de recherche de l'état-major, l'IMDEP exposait plusieurs de ses projets, centrés sur l'étude et la préservation de l'histoire militaire nationale. « Notre mission est la réalisation de recherches et d'études sur l'histoire militaire, en application des instructions du président de la République, chef suprême des forces armées, pour la préservation de la mémoire nationale », précise le commandant Torki. Parmi les travaux en cours figurent une étude sur la doctrine militaire de la Révolution du 1er Novembre, réalisée en partenariat avec des universitaires, un projet intitulé Introduction à l'histoire militaire, et un autre consacré au patrimoine militaire algérien matériel. « L'objectif est de valoriser notre histoire avec des données et des faits vérifiables. L'histoire de l'Al-

gérie est marquée par des batailles et des guerres ; elle mérite d'être connue et étudiée dans toute sa richesse », souligne-t-il.

Le stand de l'Institut national de cartographie et de télédétection (INCT) a également suscité un vif intérêt. Spécialisé dans la production de cartes au service des institutions civiles et militaires, l'INCT présentait ses dernières réalisations. Certaines cartes, vendues à 200 dinars, ont trouvé preneur rapidement. « Acheter une carte, c'est aussi un acte symbolique d'attachement à notre souveraineté », confie un enseignant venu se procurer un exemplaire. « Ces cartes rappellent l'importance du rôle de l'ANP dans la sécurisation de nos frontières, immenses et sensibles ».

De son côté, l'École supérieure militaire de l'information et de la communication (ESMIC) exposait la revue Misdakia (« Crédibilité »), spécialisée dans les études sur la communication, la sécurité et la société. « Elle est publiée en français et en anglais, et chaque article est validé par un comité scientifique international », indique le commandant Abdessamed Belhout, représentant de l'école. Il se dit impressionné par la fréquentation du stand : « De nombreux lycéens sont venus s'informer sur les formations et les conditions d'accès à nos écoles. Leur curiosité témoigne d'un intérêt croissant pour les métiers de la défense et de la communication ».

Transition numérique de l'enseignement supérieur

L'OPU accélère la numérisation du livre universitaire algérien

■ **Samy Terki**

L'Office national des publications universitaires (OPU) a profité du 28^e Salon international du livre d'Alger (SILA) pour présenter l'un de ses projets phares, la bibliothèque numérique universitaire. Sur son stand, l'établissement public a dévoilé une plateforme déjà riche de plus de 110 000 documents électroniques, dont 4 165 ouvrages publiés par l'OPU lui-même. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie nationale de transformation numérique du secteur de l'enseignement supérieur.

« Cette édition marque le véritable démarrage de la commercialisation du livre électronique », a indiqué le directeur général de l'OPU, Zine El-Abidine Boumlit, lors d'une déclaration au quotidien El Moudjahid. Le symbole est fort : la première transaction numérique a concerné un ouvrage consacré à l'émir Abdelkader, acquis par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Beddari.

L'OPU, acteur historique de l'édition universitaire, veut désormais s'imposer comme un moteur de la transition numérique. Boumlit a annoncé plusieurs partenariats en cours avec des institutions publiques et culturelles, dont le Haut conseil de la langue arabe, ainsi qu'avec des organismes médiatiques et des acteurs privés. Parmi les projets à venir, figure une collaboration avec le quotidien El Moudjahid, qui permettra l'intégration d'archives numérisées dans la plateforme. « Ces fonds offriront aux chercheurs en sciences politiques et en histoire une ressource inédite et structurée », a précisé le responsable.

L'OPU ne cache pas ses ambitions. Boumlit évoque une volonté claire de hisser la bibliothèque numérique universitaire au niveau des grandes références mondiales telles que la Bibliotheca Alexandrina, la Bibliothèque numérique du Qatar ou les institutions russes spécialisées dans la diffusion du savoir scientifique. « Notre objectif est de faire de cette plateforme un espace ouvert à tous, étudiants, enseignants et chercheurs, aussi bien en Algérie qu'à l'étranger », a-t-il expliqué.

Conçue pour simplifier la recherche documentaire, la plateforme permet d'effectuer des requêtes par spécialité et d'accéder facilement à des ouvrages, thèses et articles scientifiques. L'interface, pensée pour un usage académique, vise à répondre aux besoins croissants de la communauté universitaire en matière de ressources numériques.

Pour encourager son adoption, l'OPU a mis en place une politique tarifaire accessible, l'abonnement annuel est fixé à 300 dinars, tandis que les livres électroniques sont proposés à des prix compris entre 10 et 50 dinars. Cette approche permet également de redonner vie à d'anciens ouvrages universitaires, renumérisés à la demande des utilisateurs. Le directeur général de l'OPU souligne que la transition numérique progresse de manière continue, sous la supervision directe du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS). Ce dernier insiste sur une démarche collaborative réunissant auteurs, ingénieurs, développeurs et éditeurs. « La réussite de ce projet dépend de la mobilisation de tous les acteurs du livre universitaire », insiste Boumlit. L'OPU prépare par ailleurs une innovation majeure, dès ce mois de novembre, la vente des livres électroniques en devises sera lancée. Cette mesure, développée en coordination avec les autorités concernées, vise à permettre aux membres de la diaspora algérienne et aux chercheurs étrangers d'accéder à la production scientifique nationale sans contrainte de paiement.

D'ici à 2027, l'institution ambitionne de porter son catalogue à 200 000 documents électroniques, avec un objectif à long terme d'un demi-million de références.

L'ONDA s'empare du défi de l'intelligence artificielle

Jeudi, dans le cadre du Salon international du livre d'Alger (SILA), l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA) a réuni juristes, créateurs et experts autour d'un thème qui bouleverse déjà les fondements de la création, l'intelligence artificielle (IA) et son impact sur le droit d'auteur.

Dès l'ouverture des débats, le directeur général de l'ONDA, Samir Thaâlbî, a planté le décor. « La question n'est plus de savoir si l'intelligence artificielle va transformer l'acte créatif, mais comment l'appréhender », a-t-il déclaré. Selon lui, « la révolution numérique a bouleversé les visages et les méthodes de l'art et de la création, et l'intelligence artificielle est une réalité avec laquelle il faut désormais composer. Notre mission n'est pas de lui résister,

mais de la comprendre et de l'orienter ».

L'ONDA affirme avoir anticipé ces mutations en lançant, il y a trois ans, une stratégie numérique structurée autour de trois axes : le renforcement de la protection des créateurs, la promotion d'une culture des droits d'auteur et la mise en place d'outils technologiques de gestion moderne. « Nous avons franchi des étapes significatives », a assuré M. Thaâlbî, promettant la présentation prochaine de nouveaux programmes numériques « qui positionneront l'ONDA comme un modèle régional dans la gestion des droits collectifs ».

Le directeur a insisté sur la recherche d'un équilibre entre innovation et protection. « L'impératif, a-t-il souligné, est de veiller à ce que les valeurs créatives et les droits moraux

des artistes restent au cœur de toute avancée technologique. L'objectif est de mettre l'IA au service des créateurs, et non l'inverse ».

L'Algérie ambitionne, selon le directeur de l'ONDA, de se positionner parmi les premières institutions arabes et africaines à encadrer ces transformations à travers un dialogue régional et une modernisation de ses textes juridiques. Idir Ismaïli, sous-directeur de la numérisation et des systèmes informatiques, a rappelé l'importance de la pédagogie auprès des artistes et des auteurs. « Il est vital d'éclairer les créateurs algériens sur ces enjeux pour qu'ils puissent tirer parti de l'IA dans leur travail », a-t-il insisté.

Sur le plan légal, les défis sont nombreux. Chams Eddine Haddad, sous-directeur des

affaires juridiques à l'ONDA, a détaillé les principales zones grises soulevées par l'IA, la propriété intellectuelle d'une œuvre générée par un algorithme, la responsabilité morale de son créateur humain ou encore le partage des droits dans un processus hybride homme-machine. Ces questions, a-t-il estimé, « nécessitent un accompagnement législatif agile et prospectif pour garantir une protection efficace des œuvres de l'esprit ».

Cette table ronde, organisée en marge du SILA, a marqué une étape importante dans la réflexion algérienne sur les mutations que provoque l'intelligence artificielle dans le monde de la création. Pour l'ONDA, il s'agit désormais moins de freiner l'innovation que de l'encadrer.

16

Alger

28°

Ouargla

26°

Oran

20°

Constantine

18°

05:44

12:31

15:27

17:51

19:13

Le changement climatique a tué plus de 20 000 personnes en Espagne en cinq ans

Lors du sommet sur le climat en amont de la COP30, le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a présenté un bilan dévastateur de l'impact du changement climatique dans son pays : plus de 20 000 vies perdues au cours des cinq dernières années. Il a notamment évoqué les inondations qui ont dévasté Valence, faisant plus de 200 morts, ainsi que les vagues de chaleur interminables qui frappent le pays chaque été. « À ceux qui croient en la science, vous pouvez compter sur l'Espagne », a-t-il déclaré, affirmant que le changement climatique « ne tue pas seulement, il appauvrit ». À cet égard, il a souligné qu'il avait entraîné des pertes de 44 000 millions d'euros pour l'Union européenne en trois ans. Au sommet de Belém, au Brésil, l'Espagne a présenté son modèle de transition énergétique comme un exemple de compatibilité entre les objectifs climatiques, la croissance économique et la création d'emplois. Pedro Sánchez a participé à l'une des sessions parallèles consacrées à ce sujet, qui s'est tenue à huis clos avec une quarantaine de dirigeants.

Le téléphérique Bab El-Oued-Zghara reprend du service

Le téléphérique qui relie Bab El-Oued à Zighara, via le Village céleste, a été remis en service hier, après une période d'arrêt consacrée à une vérification complète de l'installation, conformément à la réglementation en vigueur, indique un communiqué de l'Entreprise de transport algérien par câble (ETAC). Le téléphérique sera opérationnel de 6 h à 19 h, précise la même source, ajoutant que sa remise en service intervient « après plusieurs mois d'arrêt consacrés à la vérification complète de l'installation, conformément à la réglementation en vigueur ».

Un réseau criminel démantelé à Bouchaoui

Les services de la quatrième division de la police judiciaire de Bouchaoui (Alger) ont démantelé un réseau criminel organisé composé de trois individus, spécialisé dans le trafic de drogues et de substances psychotropes, et ont saisi plus de 17 500 comprimés psychotropes, indique un communiqué des services de sûreté publié vendredi. L'opération, menée sous la supervision du procureur de la République territorialement compétent, a été déclenchée à la suite de l'exploitation d'informations faisant état d'une activité suspecte d'un individu connu pour ses antécédents criminels dans le secteur de compétence, précise-t-on de même source. Les investigations ont permis l'arrestation de l'individu en question et de ses deux complices, ainsi que la saisie de 17 806 comprimés psychotropes. « 6 g de cocaïne et 90 g de kif traité ». L'opération a également permis de saisir « une balance électronique, une compteuse de billets, quatre armes blanches, ainsi qu'une somme de 444 millions de centimes et deux véhicules touristiques ». « Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République, conformément au dossier de procédure pénale », conclut le communiqué.

Une cérémonie commémorative en l'honneur du chahid Khalil Amrane et de ses compagnons

Le musée du Moudjahid de la wilaya de Béjaïa, en collaboration avec l'APC de Tifra, a organisé hier une cérémonie en l'honneur du chahid Khalil Amrane, dit Si Ali le Sanitaire, et de ses quatorze compagnons : Berkane Lounas, Kerbane Tahar, Aouimer Mnd Amokrane, Moussi Braham, Hadjal Mohand, Mousouni Ali, Addar Saïd, Choh Ahcene, Lazzouguen Hamou, Mechekbane Hamou, Chabane Rabah, Benlaghal Tahar, Aïssa Aissani et Madaoui Mnd Saïd. Tous sont tombés au Champ d'honneur le 6 novembre 1961. Au programme de cette cérémonie, qui s'est déroulée en présence du directeur du musée du Moudjahid, du directeur du CHU de Béjaïa, du vice-président de l'APW de Béjaïa, du secrétaire de l'ONEC de la wilaya de Béjaïa, ainsi que des représentants de l'ONEM et de l'ONEC de la commune de Tifra, figuraient des dépôts de gerbes de fleurs, des levées des couleurs nationales, ainsi que des recueils, d'abord à la stèle commémorative du chef-lieu de commune, puis à celle dédiée à Khalil Amrane et à ses compagnons, située au douar Ikedjane. Des prises de parole sur l'histoire et les chouchas abritées par la salle de conférence de l'APC ont également eu lieu au cours de cette cérémonie qui s'inscrit dans le prolongement des festivités du 71^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de Libération.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D' INFORMATION /Dimanche 09 Novembre 2025//N° 1200// PRIX 20DA

Protection civile

Renforcement de la coopération entre l'Algérie et la République tchèque

Du 7 au 10 novembre 2025, une délégation du Service tchèque de secours et d'incendie, dirigée par le général Vladimir Vlcek, effectue une visite officielle en Algérie, à l'invitation du colonel Boualem Bourelaf, directeur général de la Protection civile algérienne. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale et du partage d'expertise dans le domaine de la Protection civile et de la gestion des risques majeurs, tels que les inondations, les incendies de forêt ou les séismes.



La rencontre fait suite à la visite du colonel Bourelaf en République tchèque en décembre 2024, qui avait jeté les bases d'un partenariat constructif fondé sur la confiance mutuelle et l'échange de bonnes pratiques opérationnelles. L'objectif est d'approfondir les échanges techniques, de consolider la formation des équipes d'intervention et d'améliorer la coordination des dispositifs d'urgence entre les deux pays. Au programme de la délégation tchèque : visite du siège de l'unité nationale d'instruction et d'intervention de Dar El Beida, découverte des capacités opérationnelles et des infrastructures de formation, échanges avec les équipes d'intervention et séances pratiques sur les méthodes de réponse d'urgence. Une attention particulière est portée à l'USAR (Urban Search and Rescue) et à la préparation des détachements de renfort des wilayas centrales, selon les normes internationales de l'INSARAG. La délégation se rendra également à Bouira et Ghardaïa pour observer les méthodes de gestion adaptées aux spécificités locales. Le général Vlcek souligne l'efficacité et l'expérience historique du Service tchèque, actif depuis 172 ans, et qui mobilise près de 100 000 agents capables de sauver chaque année plus de 15 000 vies. Il insiste sur l'importance de ce partenariat pour renforcer la préparation et la capacité de réponse face aux défis émergents, y compris ceux liés aux changements climatiques et aux catastrophes majeures. Pour le colonel Bourelaf, cette coopération traduit la volonté de l'Algérie de consolider ses dispositifs de protection civile grâce au partage d'expertise et à la coordination internationale. L'initiative illustre une approche proactive et humaine visant à protéger les populations et à développer une culture opérationnelle commune entre les deux institutions. En résumé, cette visite constitue une étape stratégique dans le renforcement des capacités opérationnelles, la formation spécialisée et la coopération technique entre l'Algérie et la République tchèque, consolidant un partenariat durable au service de la sécurité et de la protection civile.

Ligue 1 Mobilis – 11^e journée :

Le CRB et l'USMA font match nul

Le CR Belouizdad et l'USM Alger ont fait match nul (0-0), alors que l'USM Khenchela a renoué avec la victoire en disposant de l'ES Mostaganem (1-0), ce samedi, à l'occasion de la première partie de la 11^e journée du championnat national de Ligue 1 Mobilis. Annoncé comme la grosse affiche de cette 11^e semaine, le derby de la capitale CRB-USMA, disputé au stade du 5-Juillet-1962 (Alger), n'a pas tenu toutes ses promesses. Alors que les deux équipes restaient sur deux victoires consécutives, aucune n'a véritablement réussi à dominer la partie, ni à dicter son rythme et son style de jeu. Avec 14 points chacun, le Chabab et les Usmistes font du surplace au milieu du classement et continuent d'occuper respectivement les 6^e et 7^e places. De son côté, l'USM Khenchela a réussi à mettre fin à sa mauvaise série de trois défaites de suite lors de la réception de l'ES Mostaganem (1-0). Face à une autre formation en méforme, Ciskawa a fait l'essentiel en inscrivant un but, à la 15^e minute, par l'entremise du Camerounais Franck Mbella Etouga. Grâce à ce succès, l'USMK revient dans le ventre mou du tableau et remonte à la 8^e position avec le même nombre de points que le duo CRB-USMA (14 pts). Les péripéties de ce premier acte se poursuivront ce soir avec le déroulement de deux autres rencontres. Le MB Rouissat sera l'hôte du MC Oran (17 h 00), alors que l'ES Sétif verra la visite de l'Olympique Akbou (18 h 00). Concernant la deuxième partie de cette 11^e manche, elle aura lieu ce dimanche, à partir de 14 h 30, avec notamment le déplacement du leader, le MC Alger, à l'ouest du pays, pour donner la réplique au MC El Bayadh, lanterne rouge.

Nouvelle plateforme numérique dédiée à la commercialisation du tilapia rouge

La Direction générale de la pêche et de l'aquaculture, relevant du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, se prépare à lancer une nouvelle plateforme numérique destinée à la commercialisation du tilapia rouge. C'est ce qu'a indiqué son directeur, Miloud Tariaa, dans une déclaration à la presse en marge de la 10^e édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture « SIPA 2025 », qui se tient jusqu'au 9 novembre au Centre des conventions d'Oran.M. Tariaa a précisé que le projet était dans sa phase finale. Il a ajouté que cette plateforme offrirait aux éleveurs de tilapia rouge, un poisson d'eau douce, la possibilité de commercialiser leurs produits à travers tout le pays, tandis que sa gestion serait confiée à la Chambre nationale de la pêche et de l'aquaculture. Selon le responsable, la plateforme permettra à tout producteur de tilapia rouge en Algérie de s'inscrire et d'enregistrer ses données, notamment la localisation de son site de production (commune ou région) et le calendrier de production correspondant.